



GIE Réseau des CERC

Cellules Economiques Régionales
de la Construction

Tableau de bord de conjoncture de la filière Construction

GIE Réseau des CERC

Comparaisons inter-régionales

Septembre 2014

Quelques indicateurs clés sur une période d'un an

Logements autorisés <i>Sur 12 mois à fin juillet 2014 (évol 1 an)</i>	391 474 lgts	-17,0%	▼
Logements mis en chantier <i>Sur 12 mois à fin juillet 2014 (évol 1 an)</i>	305 079 lgts	-10,8%	▼
Mises en vente de logements (indiv. + coll.) * <i>Sur 1 an à la fin du 2° trimestre 2014 (évol 1 an)</i>	89 138 lgts	-21,1%	▼
Réservations de logements (indiv. + coll.) * <i>Sur 1 an à la fin du 2° trimestre 2014 (évol 1 an)</i>	85 904 lgts	-5,8%	▼
Surface de locaux autorisés <i>Sur 12 mois à fin juillet 2014 (évol 1 an) - en milliers de m²</i>	38 839 milliers m²	-9,6%	▼
Surface de locaux mis en chantier <i>Sur 12 mois à fin juillet 2014 (évol 1 an) - en milliers de m²</i>	26 532 milliers m²	-2,1%	▼
Travaux Publics réalisés * (1) <i>Sur 12 mois à fin juillet 2014 (évol 1 an) - en milliards d'euros</i>	44,2 milliards €	+1,5%	▲
Marchés Travaux Publics conclus * (1) <i>Sur 12 mois à fin juillet 2014 (évol 1 an) - en milliards d'euros</i>	30,6 milliards €	-2,2%	▼
Carnets de commandes des Travaux Publics * <i>Moyenne 4 trimestres au 2° trimestre 2014 (évol 1 an) - en nombre de mois</i>	5,6 mois	-0,5 mois	▼
Production BPE * <i>De janvier à fin juin 2014 (évol 1 an) - en m³</i>	18 868 017 m³	-0,7%	=
Production Granulats * <i>De janvier à fin juin 2014 (évol 1 an) - en milliers de tonnes</i>	166 780 kt	+0,5%	=
Consommation ciment * <i>De janvier à fin juillet 2014 (évol 1 an) - en milliers de tonnes</i>	11 260 kt	-2,9%	▼
Crédits nouveaux à l'habitat des particuliers <i>Sur 12 mois à fin juin 2014 (évol 1 an) - en milliards d'euros</i>	132,1 milliards €	+21,9%	▲

(1) Les données de juillet 2014 sont provisoires.

* Données disponibles pour la France métropolitaine

Les tendances les plus récentes ... sur 3 mois

Logements mis en chantier <i>Sur 3 mois à fin juillet 2014 (évol 1 an)</i>	73 468 lgts	-13,3%	▼
Prix logements collectifs * <i>Au 2° trimestre 2014 (évol 1 an) - en €/m²</i>	3 826 €/m ²	-1,0%	=
Surface de locaux mis en chantier <i>Sur 3 mois à fin juillet 2014 (évol 1 an) - en milliers de m²</i>	6 401 milliers m ²	-14,5%	▼
Activité entretien-rénovation de logements en volume * <i>Au 3° trimestre 2013 (évol 1 an) - indice d'activité, T1 2004 = 100</i>	104,5	-1,0%	=
Activité entretien-rénovation de locaux en volume * <i>Au 3° trimestre 2013 (évol 1 an) - indice d'activité, T1 2004 = 100</i>	100,5	-1,0%	=
Travaux Publics réalisés * (1) <i>Sur 3 mois à fin juillet 2014 (évol 1 an) - en milliards d'euros</i>	10,5 milliards €	-3,5%	▼
Marchés Travaux Publics conclus * (1) <i>Sur 3 mois à fin juillet 2014 (évol 1 an) - en milliards d'euros</i>	7,2 milliards €	-1,8%	▼
Activité récente Travaux Publics * <i>Au cours du 2° trimestre 2014 (évol 1 trimestre) - en solde d'opinion</i>	-37		▼
Production BPE * <i>Sur 3 mois à fin juin 2014 (évol 1 an) - en m3</i>	9 976 063 m3	-6,5%	▼
Production Granulats * <i>Sur 3 mois à fin juin 2014 (évol 1 an) - en milliers de tonnes</i>	88 290 kt	-5,8%	▼
Consommation Ciment * <i>Sur 3 mois à fin juillet 2014 (évol 1 an) - en milliers de tonnes</i>	5 170 kt	-8,3%	▼
Emplois salariés dans la Construction <i>A la fin du 1° trimestre 2014 (évol 1 an)</i>	1 434 841 sal.	-1,2%	▼
Intérimaires Bâtiment <i>Au 1° trimestre 2014 (évol 1 an)</i>	80 669 ETP	-0,4%	=
Intérimaires Travaux Publics <i>Au 1° trimestre 2014 (évol 1 an)</i>	26 658 ETP	+1,5%	▲
Demandeurs d'emplois Bâtiment et Travaux Publics <i>A fin juin 2014 (évol 1 an)</i>	307 698 DEFM	+6,8%	▲

(1) Les données de juillet 2014 sont provisoires.

* Données disponibles pour la France métropolitaine

Conjoncture de la filière construction en France

Les tendances à venir ...

Logements autorisés <i>Sur 3 mois à fin juillet 2014 (évol 1 an)</i>	101 885 lgts	-1,1%	▼
Mises en vente de logements (indiv. + coll.) * <i>Au 2° trimestre 2014 (évol 1 an)</i>	22 610 lgts	-22,4%	▼
Réservations de logements (indiv. + coll.) * <i>Au 2° trimestre 2014 (évol 1 an)</i>	20 949 lgts	-12,1%	▼
Encours de logements (indiv. + coll.) * <i>A la fin du 2° trimestre 2014 (évol 1 an)</i>	103 681 lgts	-1,2%	▼
Surface de locaux autorisés <i>Sur 3 mois à fin juillet 2014 (évol 1 an) - en milliers de m²</i>	9 669 milliers m²	-14,9%	▼
Carnets de commandes entretien-rénovation de logements * <i>Au cours du 3° trimestre 2013 (évol 1 trim.) - en solde d'opinion</i>	-13		▼
Carnets de commandes entretien-rénovation de locaux * <i>Au cours du 3° trimestre 2013 (évol 1 trim.) - en solde d'opinion</i>	-8		▼
Carnets de commandes des Travaux Publics * <i>Au 2° trimestre 2014 (évol 1 an) - en nombre de mois</i>	5,5 mois	-0,7 mois	▼
Prévisions d'activité Travaux Publics * <i>Pour le 3° trimestre 2014 (évol 1 trimestre) - en solde d'opinion</i>	-37		▼
Crédits nouveaux à l'habitat des particuliers <i>Sur 3 mois à fin juin 2014 (évol 1 an) - en milliards d'euros</i>	26,8 milliards €	-25,8%	▼

* Données disponibles pour la France métropolitaine

Le Bâtiment

Comparaisons inter-régionales

Quelle dynamique pour la construction neuve de logements ?

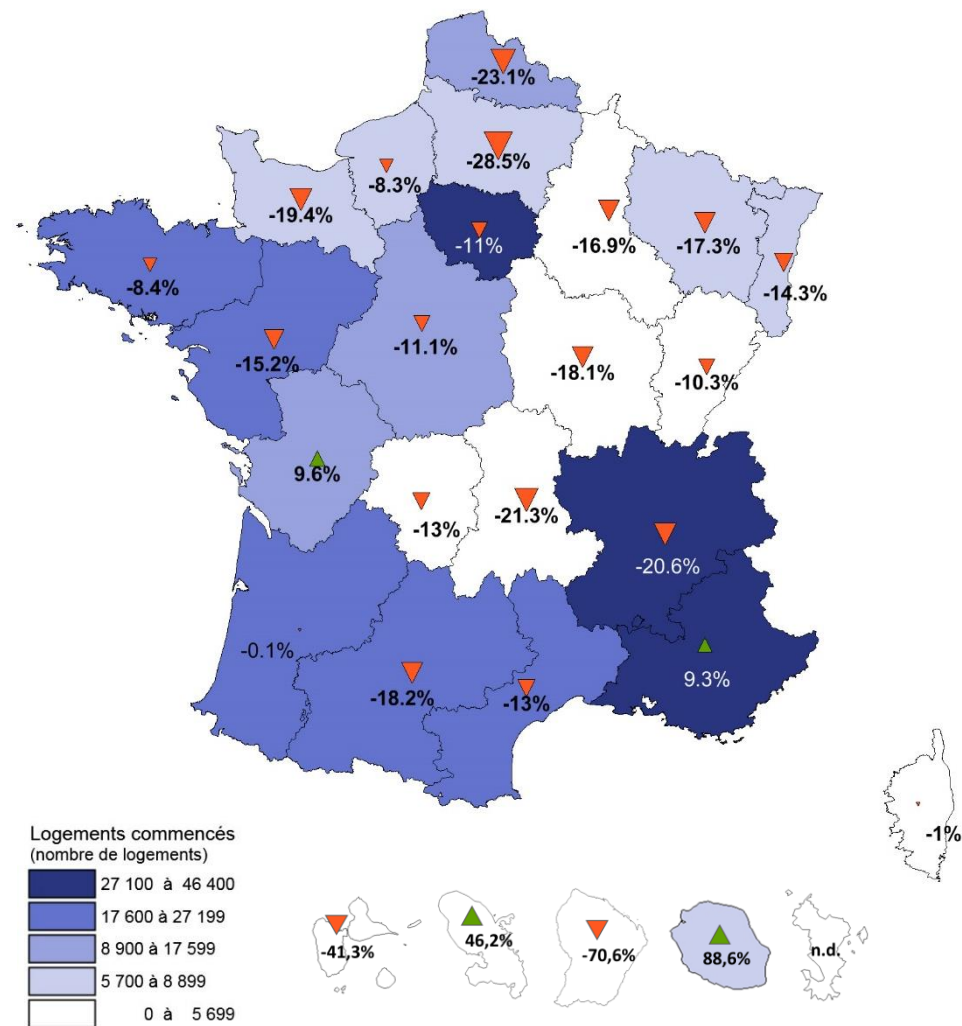
En France, baisse des mises en chantier de logements à fin juillet 2014 :

La construction neuve de logements (date de prise en compte)	Situation à fin juillet 2014 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total logements autorisés	391 474 lgts	-17,0%	▼
Total logements commencés	305 079 lgts	-10,8%	▼

Dans les régions :

La baisse d'activité concerne presque toutes les régions à fin juillet 2014.

Logements commencés
Sur 12 mois à fin juillet 2014, évol. 1 an

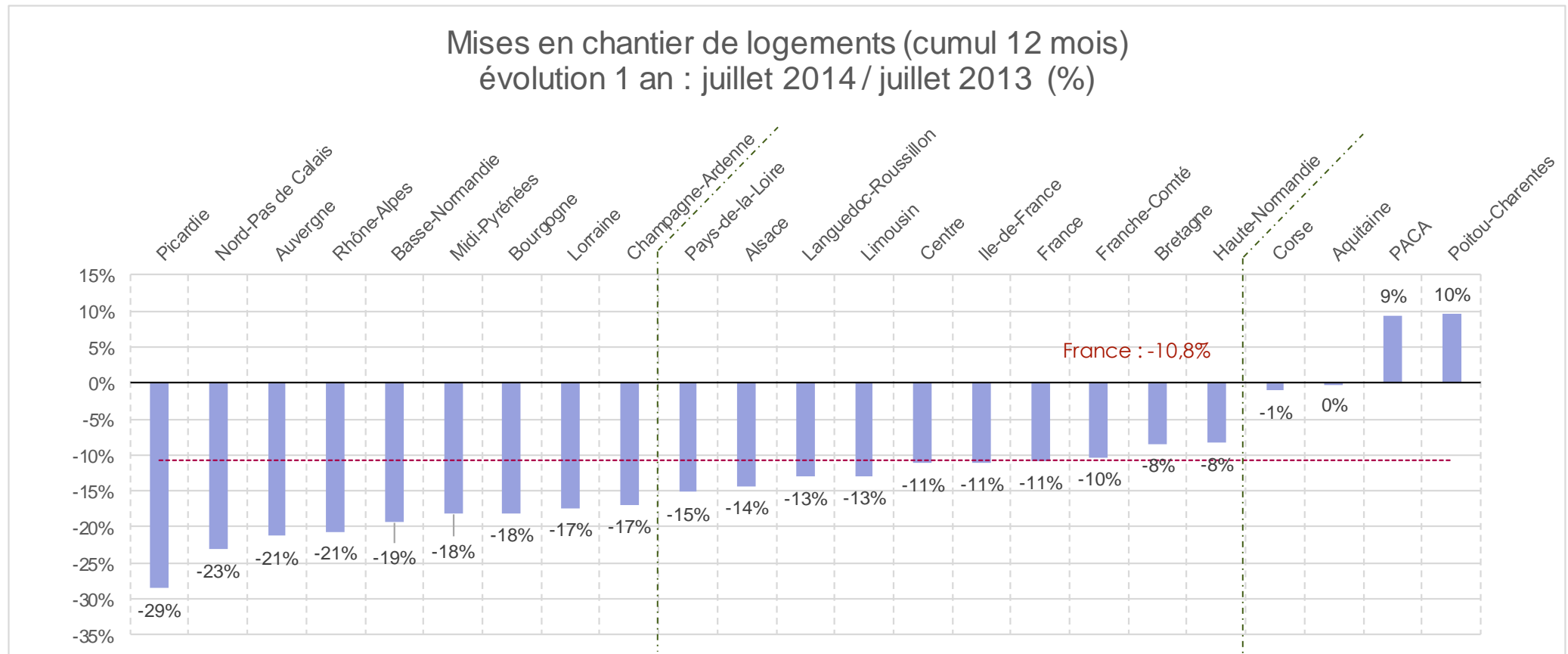


Source : Sit@del2 (données brutes)

Note : Les données par date de prises en compte pour les régions Aquitaine, Poitou-Charentes et Provence-Alpes-Côte d'Azur sont à analyser avec réserve.

Quelle dynamique pour la construction neuve de logements ?

A fin juillet, la baisse des mises en chantier de logements observée au cours des 12 derniers mois, concerne désormais presque la totalité des régions.

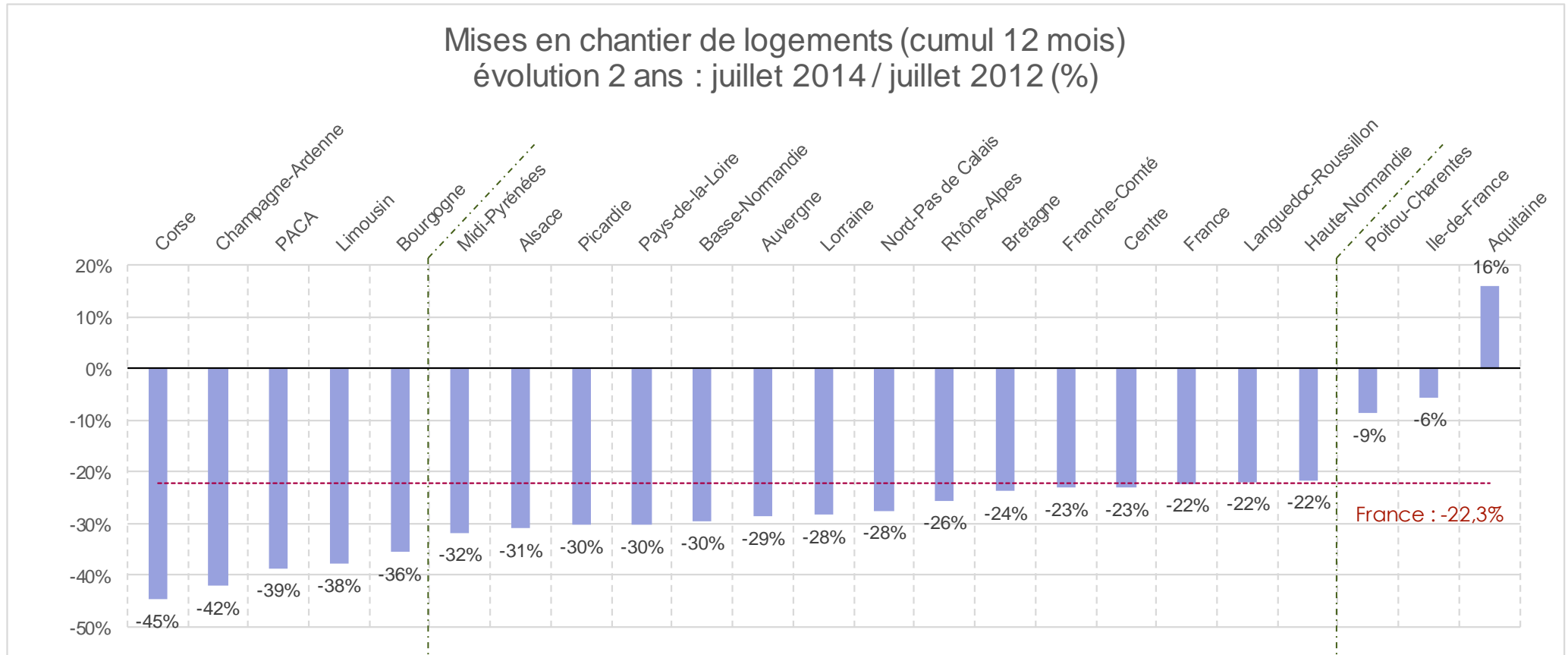


Note : Les données par date de prises en compte pour les régions Aquitaine, Poitou-Charentes et Provence-Alpes-Côte d'Azur sont à analyser avec réserve.

Source : Sit@del2 (données brutes) ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

Quelle dynamique pour la construction neuve de logements ?

Le recul des mises en chantiers de logements est très homogène et s'étend presque à l'ensemble du territoire.



Note : Les données par date de prises en compte pour les régions Aquitaine, Poitou-Charentes et Provence-Alpes-Côte d'Azur sont à analyser avec réserve.

Source : Sit@del2 (données brutes) ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

Quelle dynamique pour la construction neuve de locaux ?

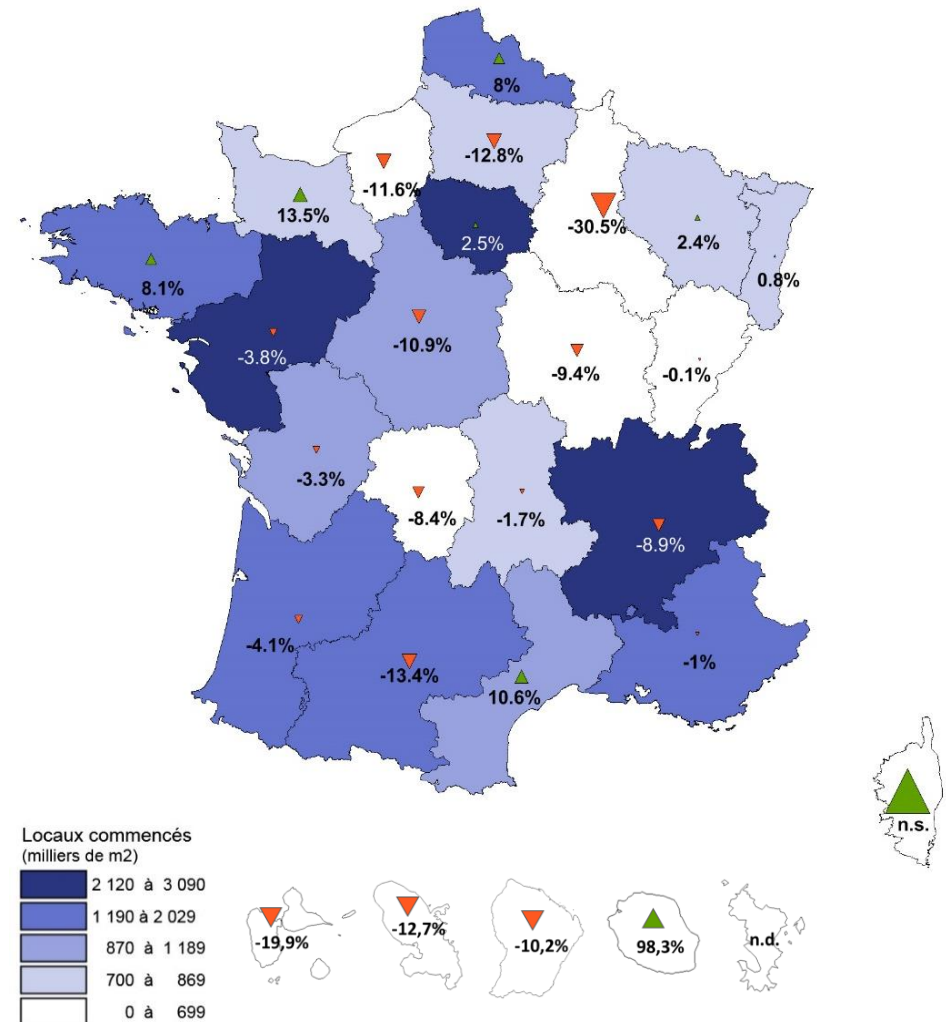
En France, léger recul des mises en chantier de locaux à fin juillet 2014 et forte baisse des surfaces autorisées

La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin juillet 2014 Cumul 12 mois - Évol 1 an		
Total locaux autorisés	38 839 mill. m ²	-9,6%	▼
Total locaux commencés	26 532 mill. m ²	-2,1%	▼

Dans les régions :

Les mises en chantier de bâtiments non résidentiels baissent dans deux régions sur trois à fin juillet 2014.

Locaux commencés
Sur 12 mois à fin juillet 2014, évol. 1 an

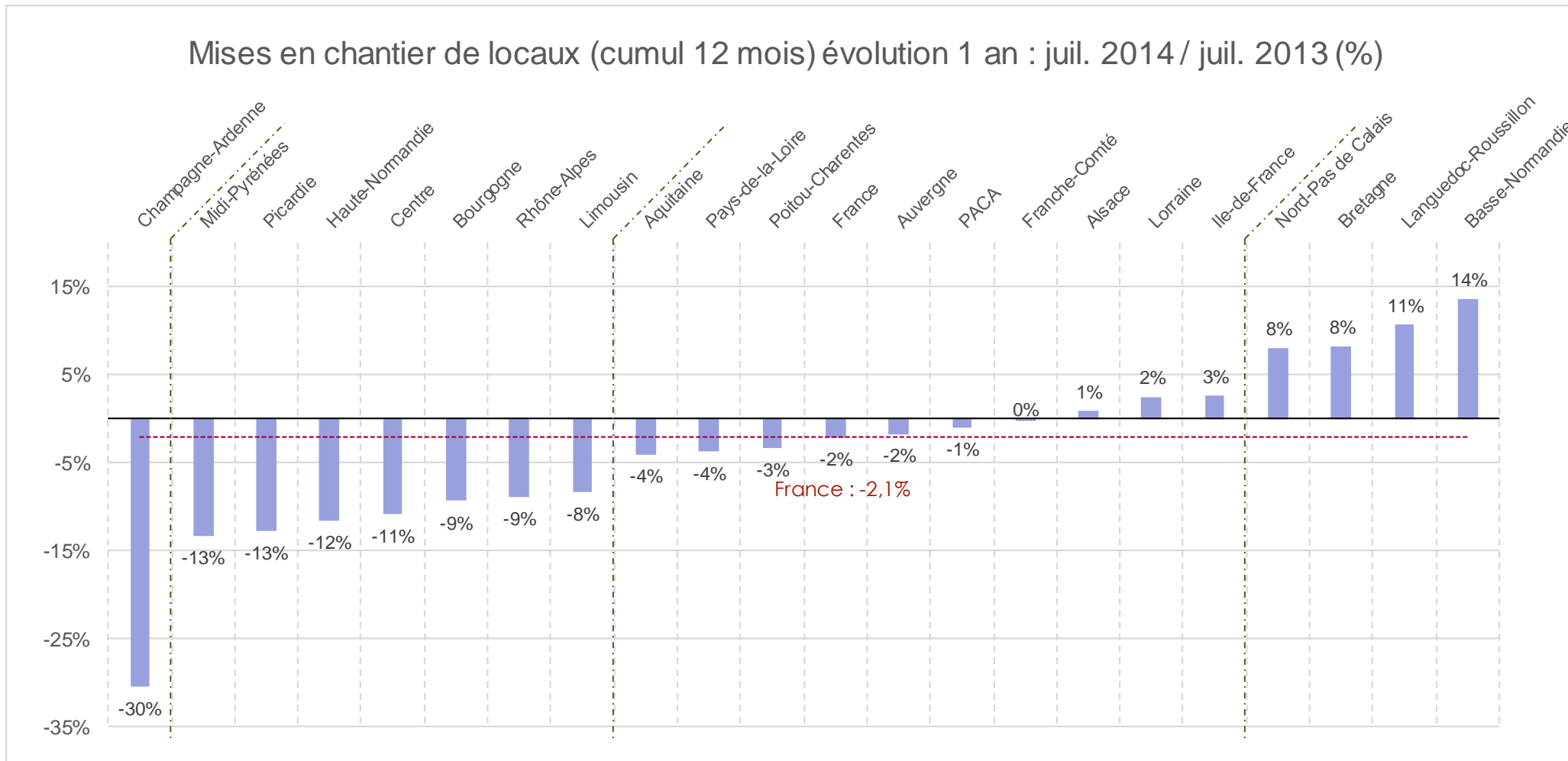


Source : Sit@del2 (données brutes)

Note : Les données par date de prises en compte pour les régions Aquitaine, Poitou-Charentes et Provence-Alpes-Côte d'Azur sont à analyser avec réserve.

Quelle dynamique pour la construction neuve de locaux ?

La diminution de mises en chantier de locaux neufs touche les deux tiers des régions
Parmi celles qui enregistrent une hausse, elle reste mesurée dans une région sur deux.

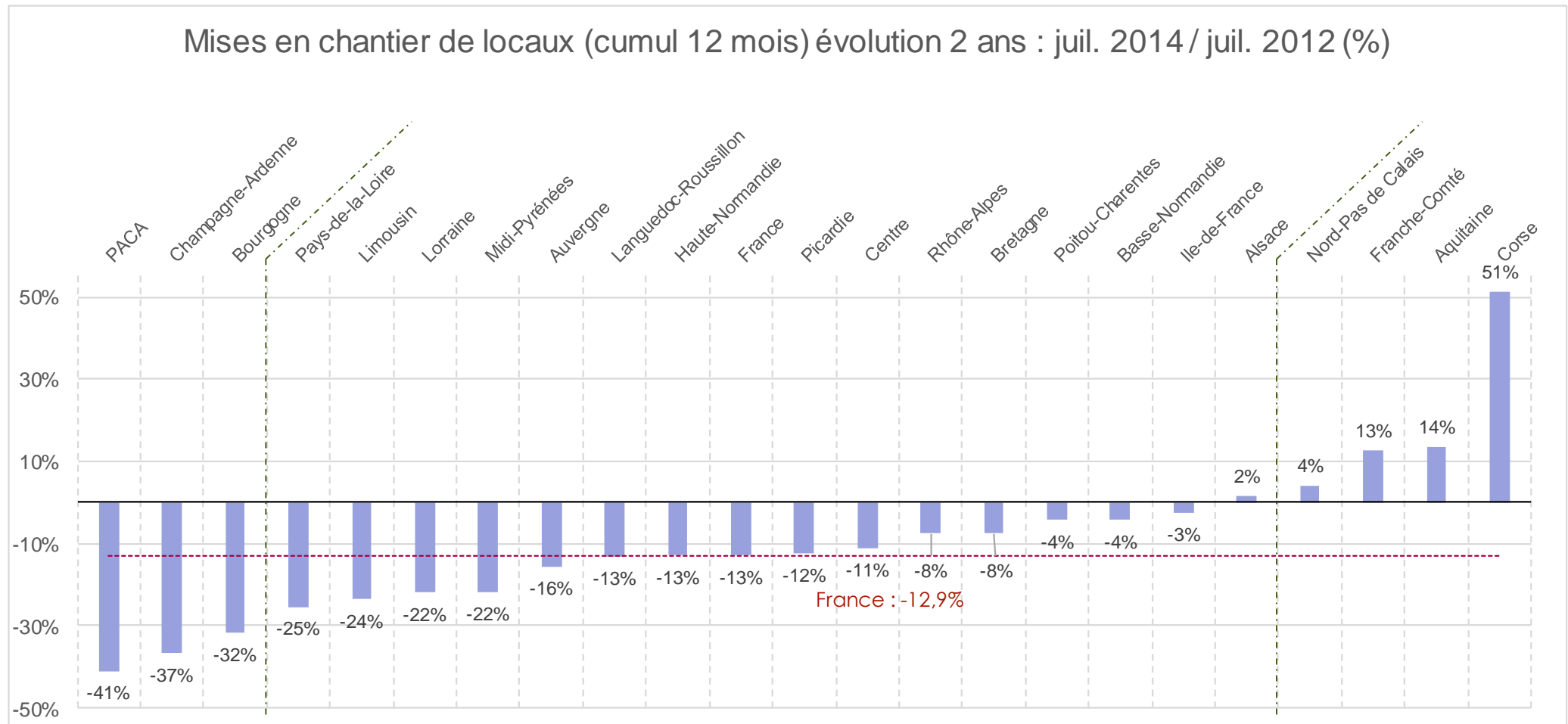


Note : Les données par date de prises en compte pour les régions Aquitaine, Poitou-Charentes et Provence-Alpes-Côte d'Azur sont à analyser avec réserve.

Source : Sit@del2 (données brutes) ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

Quelle dynamique pour la construction neuve de locaux ?

Le recul est encore plus marqué sur les deux dernières années et concerne 80% des régions



Note : Les données par date de prises en compte pour les régions Aquitaine, Poitou-Charentes et Provence-Alpes-Côte d'Azur sont à analyser avec réserve.

Source : Sit@del2 (données brutes) ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

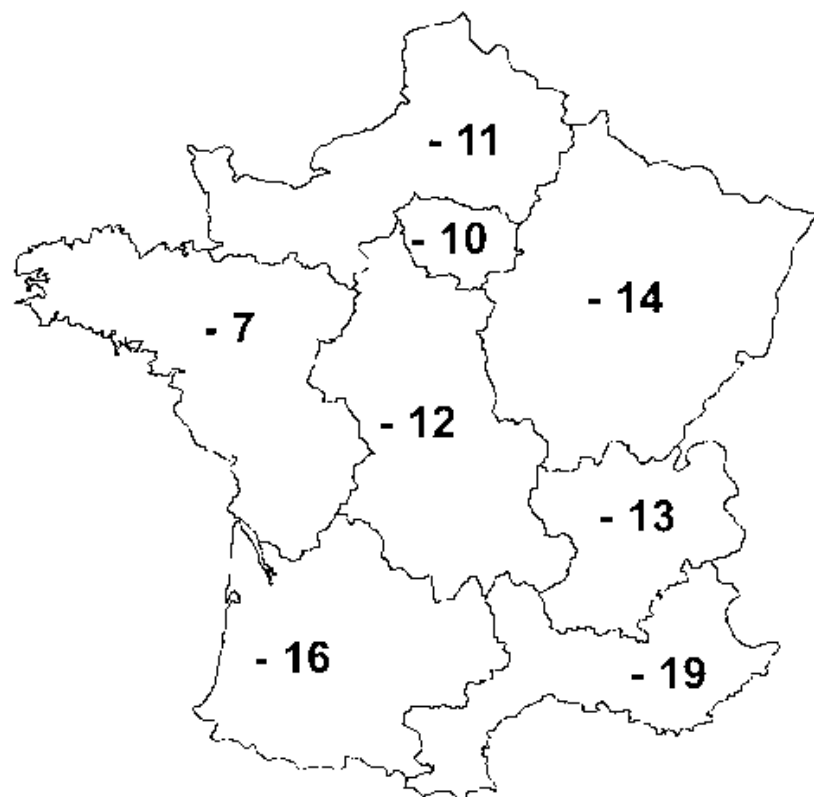
Comment évolue le marché de l'entretien-amélioration ?

France : L'activité d'entretien-rénovation est en baisse depuis fin 2011 ; une légère progression a été notée au 3^{ème} trimestre 2013.

Dans les régions : L'activité est moins dégradée dans les régions de l'ouest, plus en repli dans celles du sud

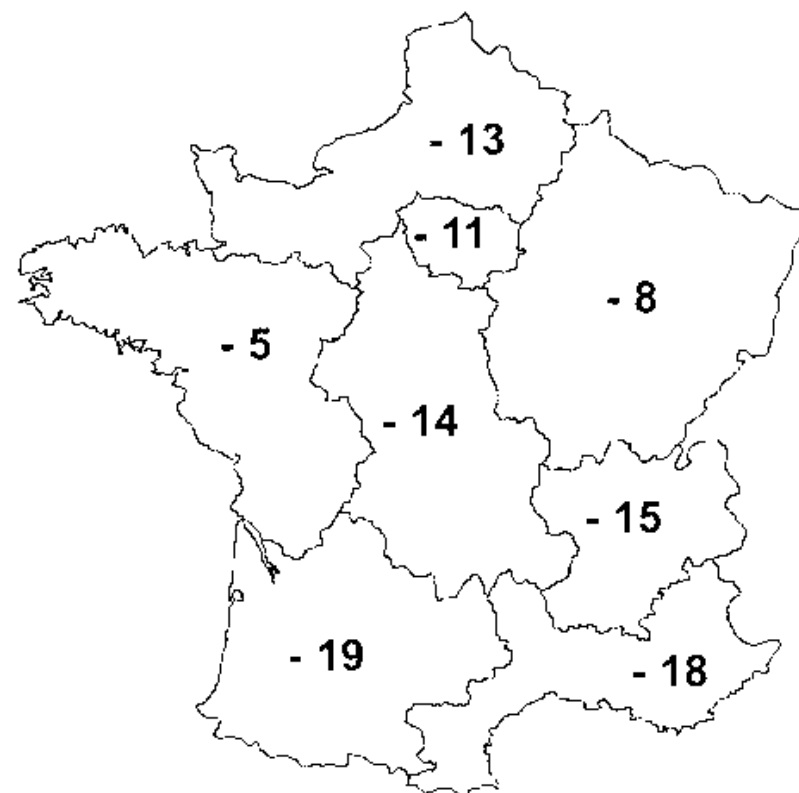
Evolution de l'opinion des chefs d'entreprises sur l'activité entretien-rénovation de logements
3^{ème} trimestre 2013, evol. 1 an - solde d'opinion

France : -12



Evolution de l'opinion des chefs d'entreprises sur l'activité entretien-rénovation du non résidentiel
3^{ème} trimestre 2013, evol. 1 an - solde d'opinion

France : -12



Note : Solde d'opinion : écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

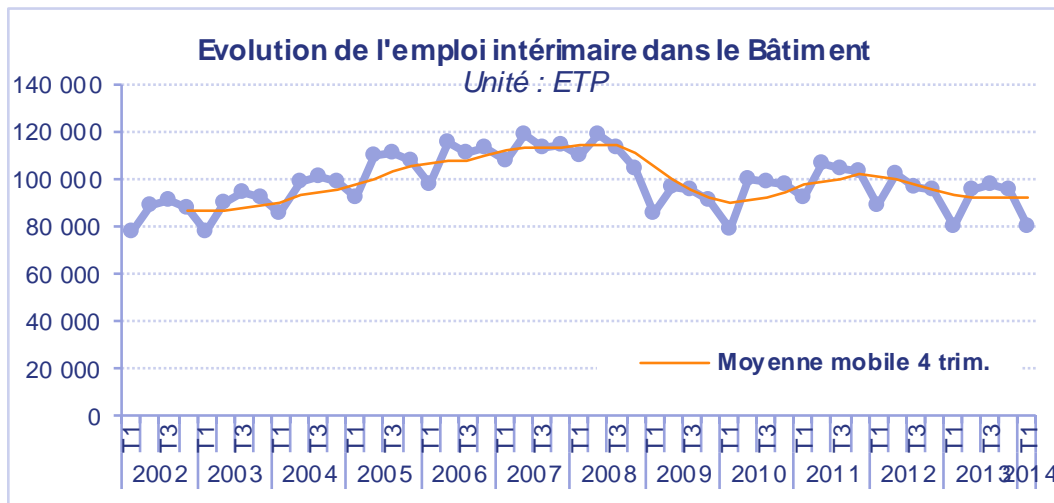
Source : MEDDE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

Quelles sont les conséquences sur l'emploi intérimaire dans le Bâtiment ?

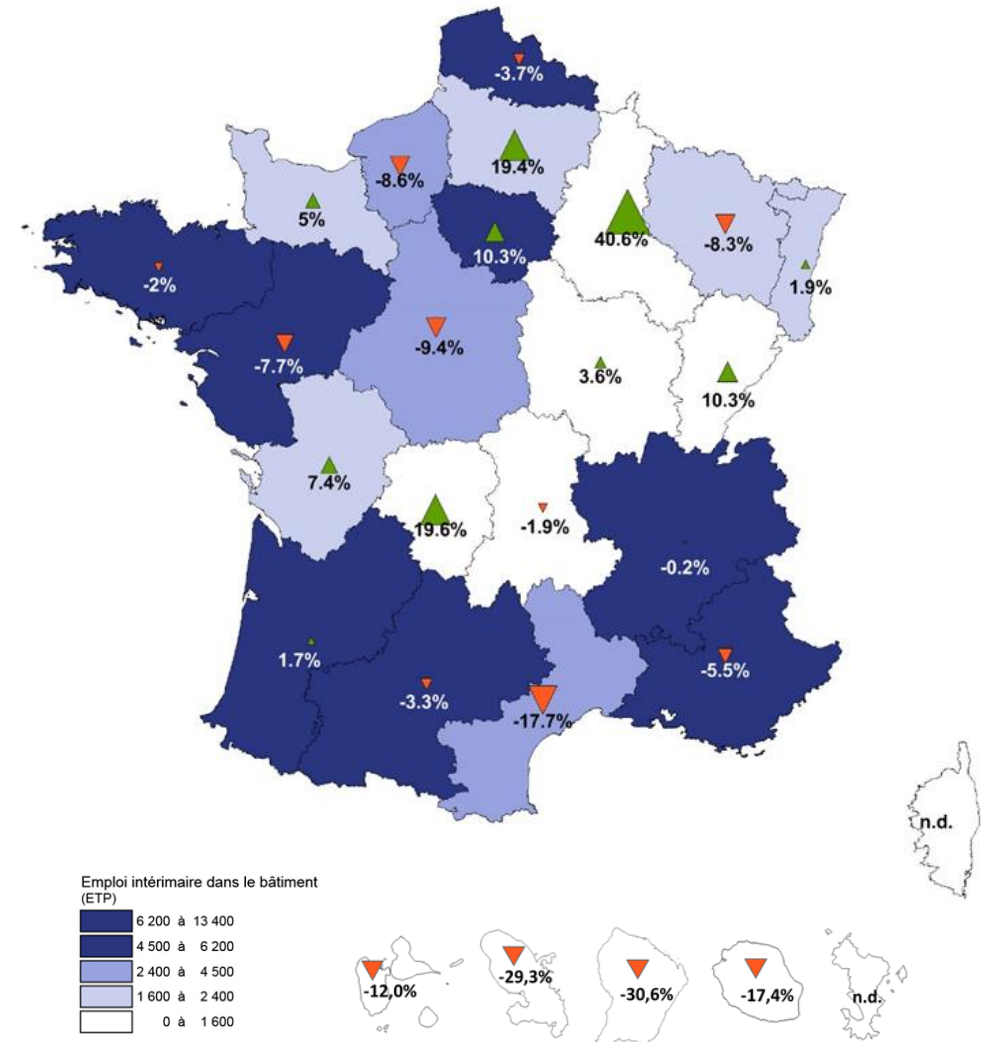
France : 80 669 ETP pour l'emploi intérimaire dans le Bâtiment au 1^{er} trimestre 2014, une baisse de 0,4% par rapport au 1^{er} trimestre 2013.

Régions : L'emploi intérimaire dans le Bâtiment évolue de manière hétérogène et progresse dans près de la moitié des régions au 1^{er} trimestre 2014.

Emploi intérimaire (en équivalents temps pleins)	1 ^{er} trimestre 2014 - Evol 1 an		
Intérimaires Bâtiment	80 669 ETP	-0,4%	=



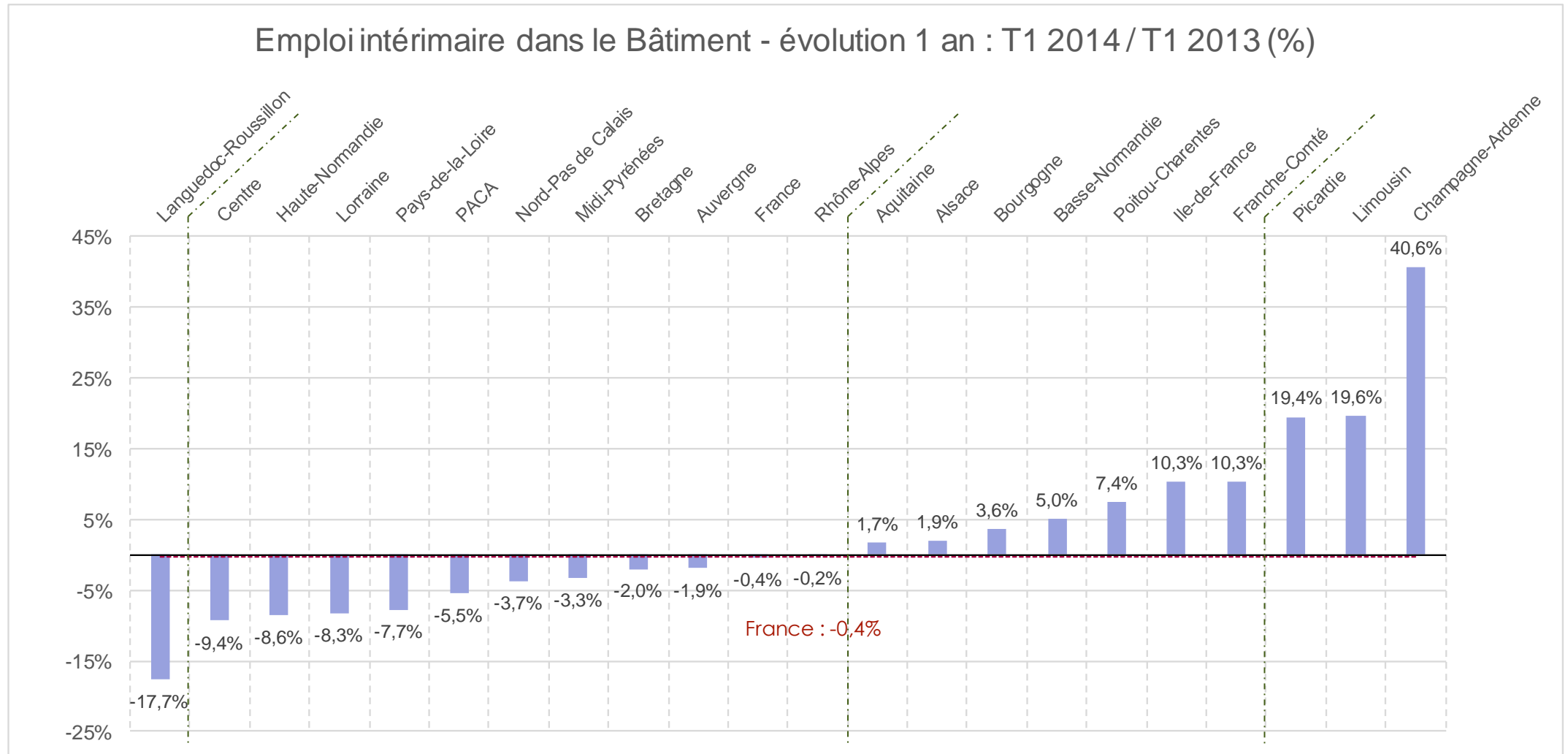
Emploi intérimaire dans le bâtiment
1^{er} trimestre 2014, évol. 1 an



Sources : INSEE, DARES (données brutes) – Le calcul de l'intérim est réalisé sur une base de 38 semaines travaillées par an dans le Bâtiment.

Quelles sont les conséquences sur l'emploi intérimaire dans le Bâtiment ?

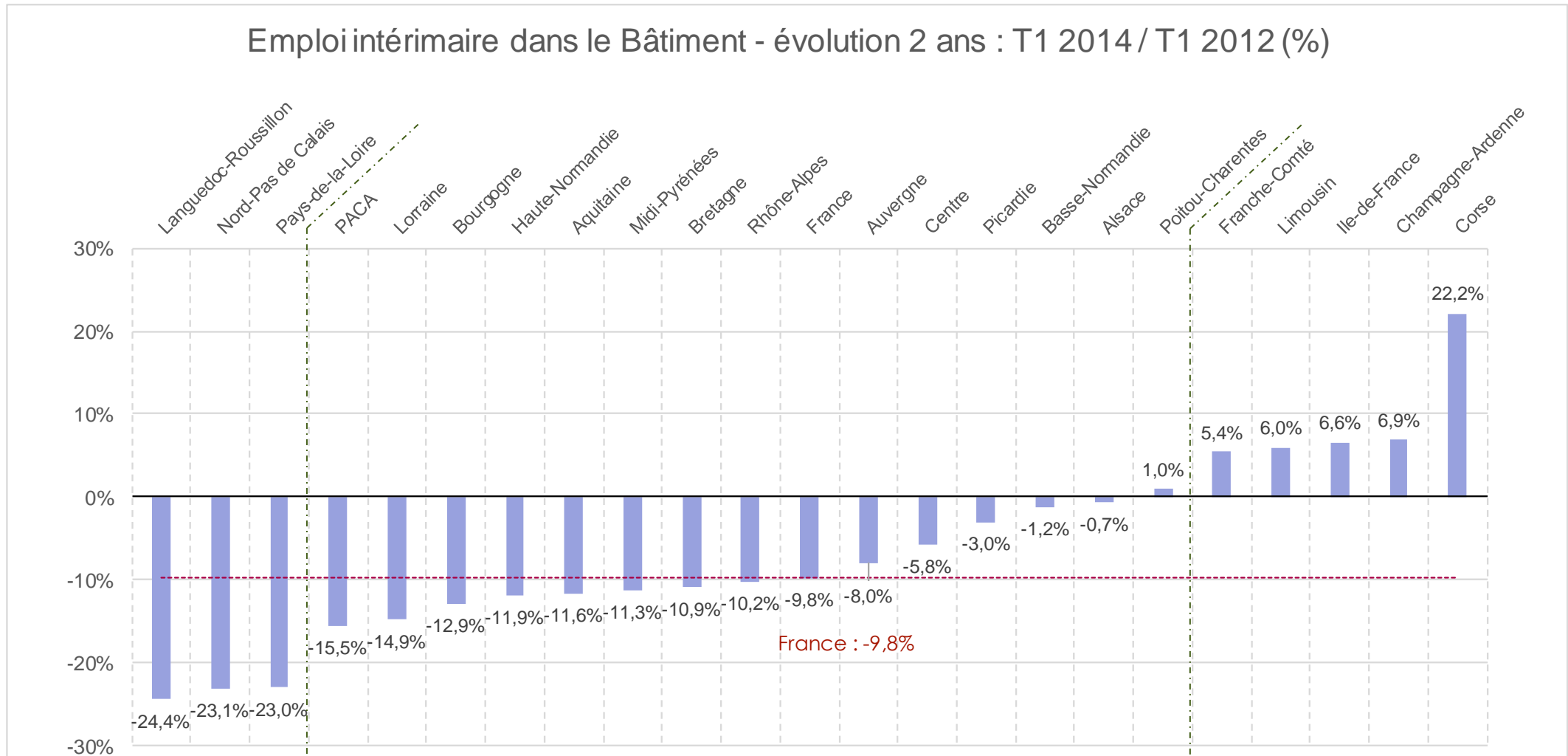
Trois régions se démarquent par une progression importante de l'emploi intérimaire. Une région sur deux enregistre une baisse.



Sources : INSEE, DARES (données brutes) – Le calcul de l'intérim est réalisé sur une base de 38 semaines travaillées par an dans le Bâtiment. L'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

Quelles sont les conséquences sur l'emploi intérimaire dans le Bâtiment ?

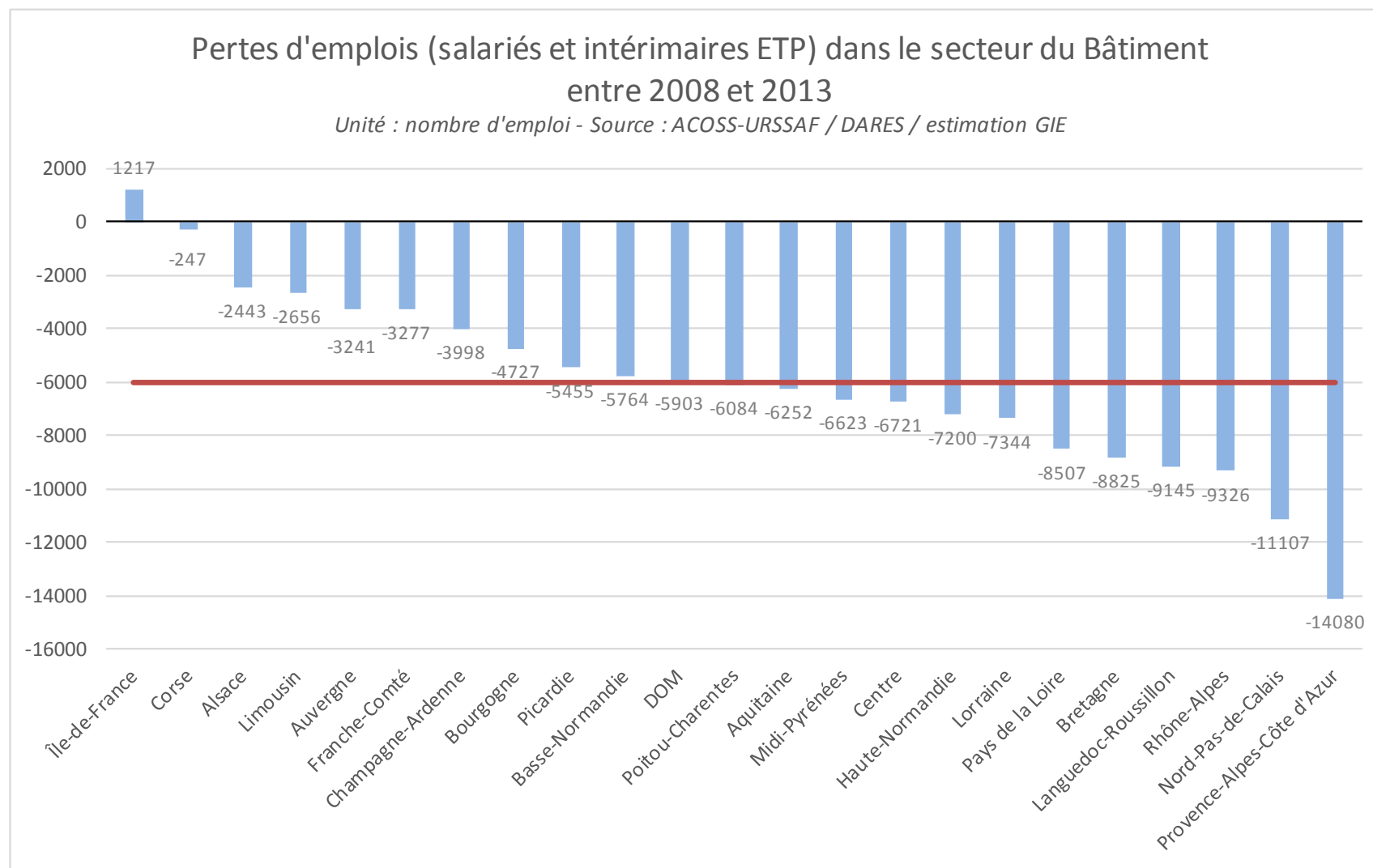
Pour le 1^{er} trimestre 2014, l'emploi intérimaire recule dans plus de trois régions sur quatre par rapport à la même période en 2012



Sources : INSEE, DARES (données brutes) – Le calcul de l'intérim est réalisé sur une base de 38 semaines travaillées par an dans le Bâtiment. L'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

Quelles sont les conséquences sur l'appareil de production entre 2008 et 2013 ?

... pertes d'emploi (salariés + intérim ETP) dans le secteur du Bâtiment dans les régions

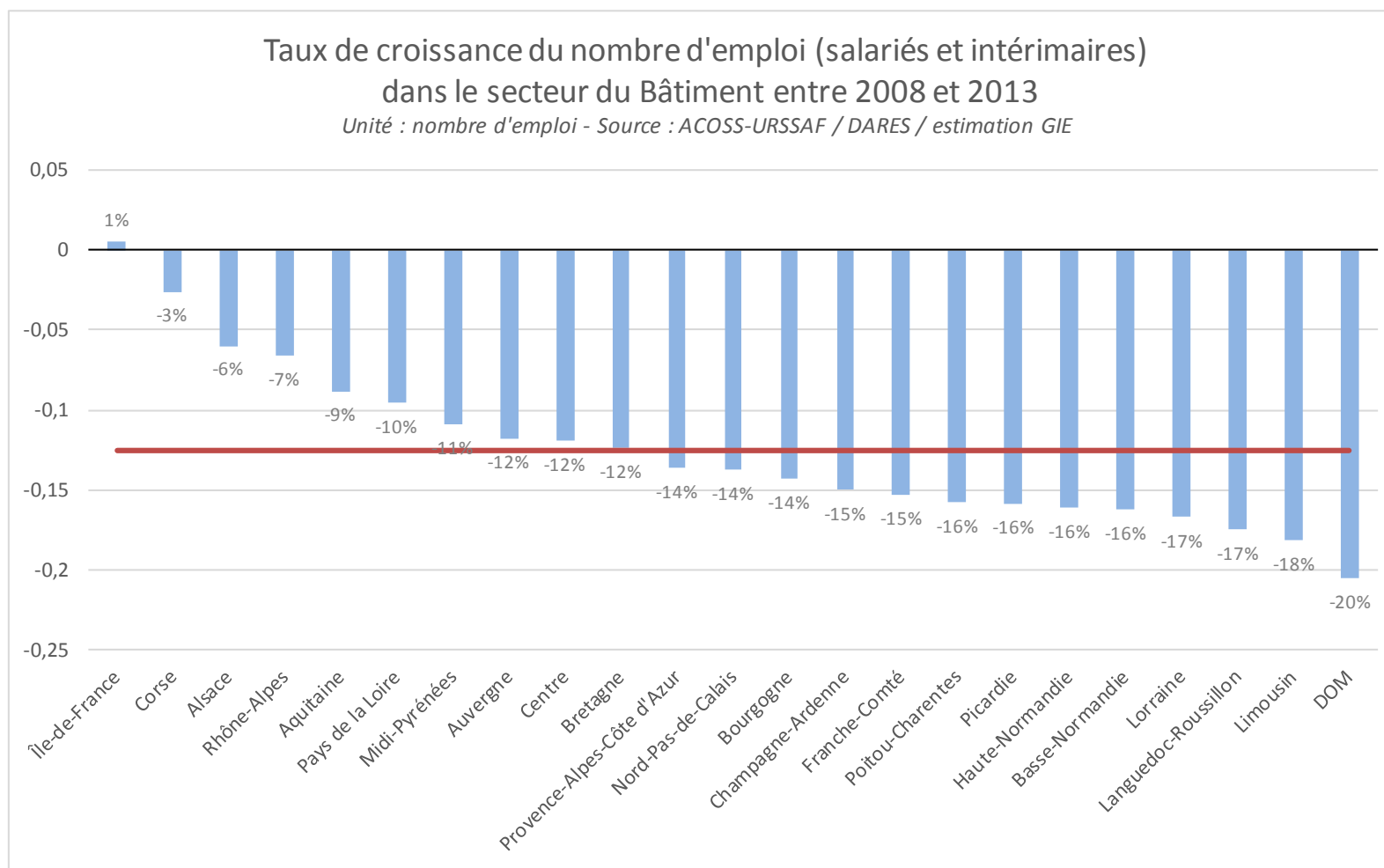


La majorité des régions enregistre des pertes d'emploi brutes dans le secteur du Bâtiment entre 2008 et 2013.

Sources : ACOSS-URSSAF, DARES – Le calcul de l'intérim est réalisé sur une base de 38 semaines travaillées par an dans le BTP.
Estimations GIE

Quelles sont les conséquences sur l'appareil de production entre 2008 et 2013 ?

... pertes d'emploi (salariés + intérim ETP) dans le secteur du Bâtiment dans les régions



En termes de taux de croissance, la situation est hétérogène dans le pays.

L'Île-de-France est la seule région qui affiche une croissance du nombre d'emplois sur la période. Les régions Corse, Alsace, Rhône-Alpes, Aquitaine et Pays de la Loire ressortent les moins touchées par les pertes d'emplois. A l'inverse, les DOM, le Limousin, le Languedoc-Roussillon et la Lorraine sont les régions qui subissent les plus fortes baisses.

Sources : ACOSS-URSSAF, DARES – Le calcul de l'intérim est réalisé sur une base de 38 semaines travaillées par an dans le BTP.
Estimations GIE



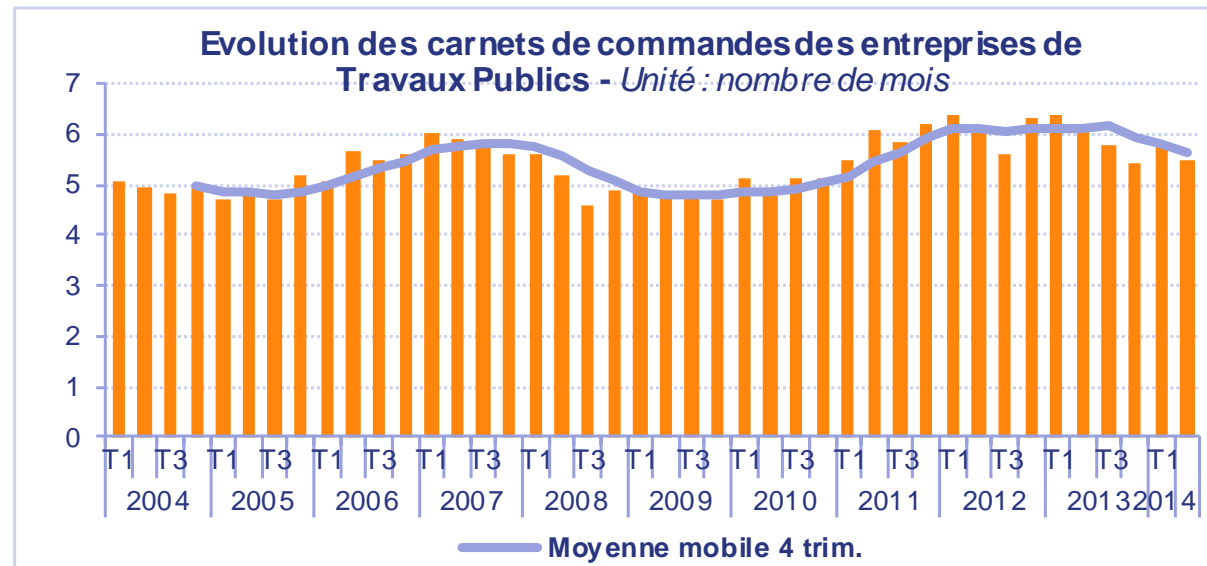
Les Travaux Publics

Comparaisons inter-régionales

Quelle est l'opinion des chefs d'entreprises de Travaux Publics sur leur secteur ?

France : En ce milieu d'année 2014, les chefs d'entreprises de travaux publics indiquent une baisse de leurs carnets de commandes.

Opinion des chefs d'entrep. sur l'activité Travaux Publics	2° trimestre 2014 - Evol 1 an		
Carnets de commandes	5,5 mois	-0,7 mois	▼

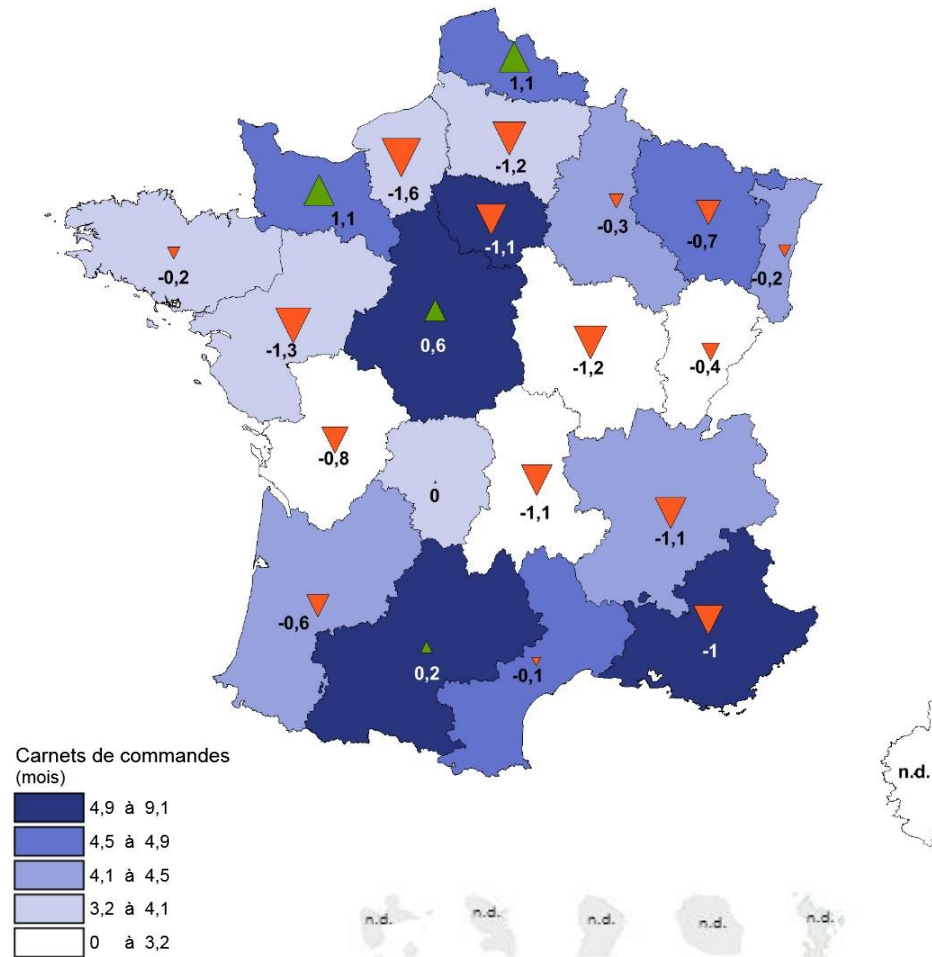


Sources : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

Quelle est l'opinion des chefs d'entreprises de Travaux Publics sur leur secteur ?

Tout comme au niveau national, les carnets de commandes des travaux publics se dégarnissent dans trois-quarts des régions, selon les chefs d'entreprises.

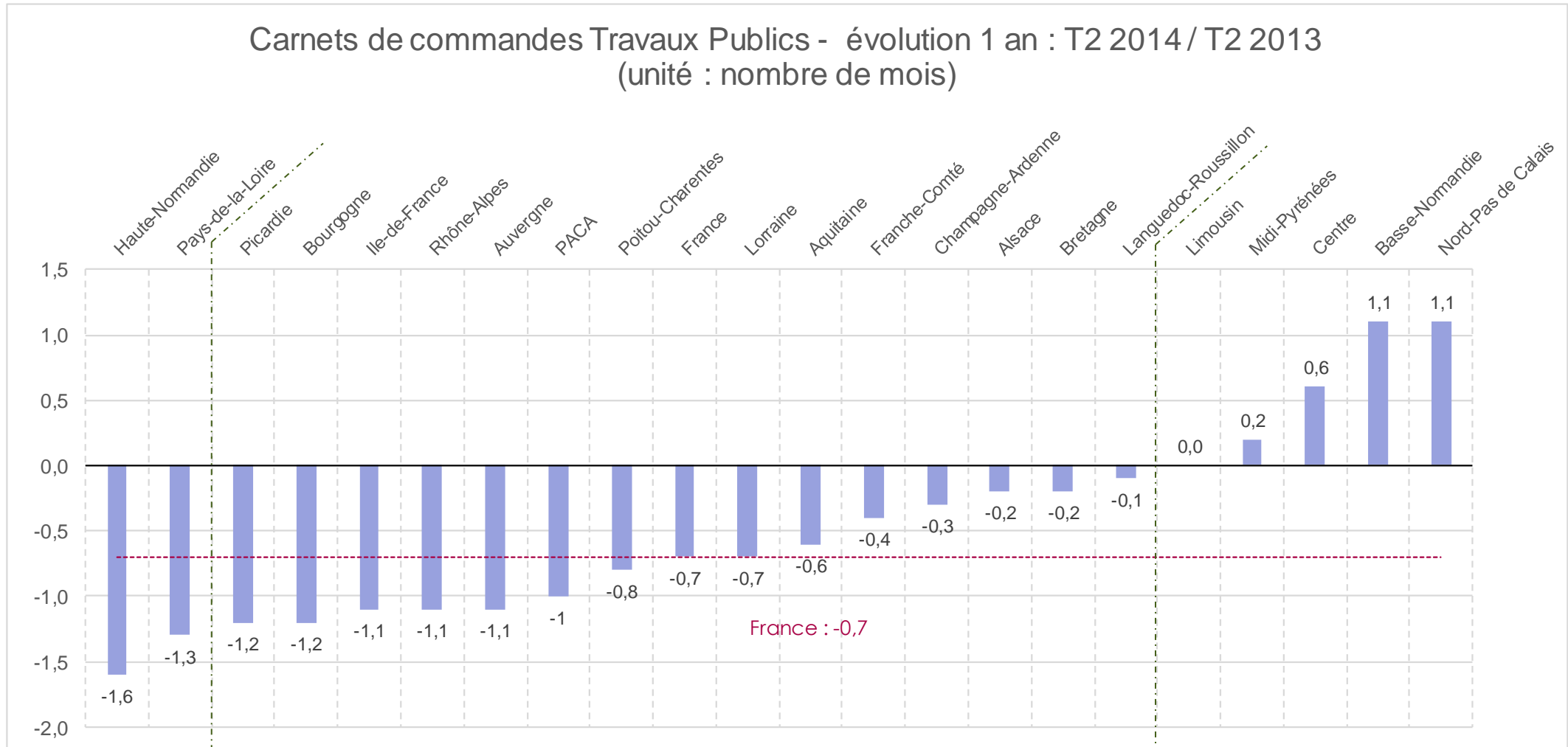
Carnets de commandes - 2^{ème} trimestre , évol. 1 an (mois)



Sources : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

Quelle est l'opinion des chefs d'entreprises de Travaux Publics sur leur secteur ?

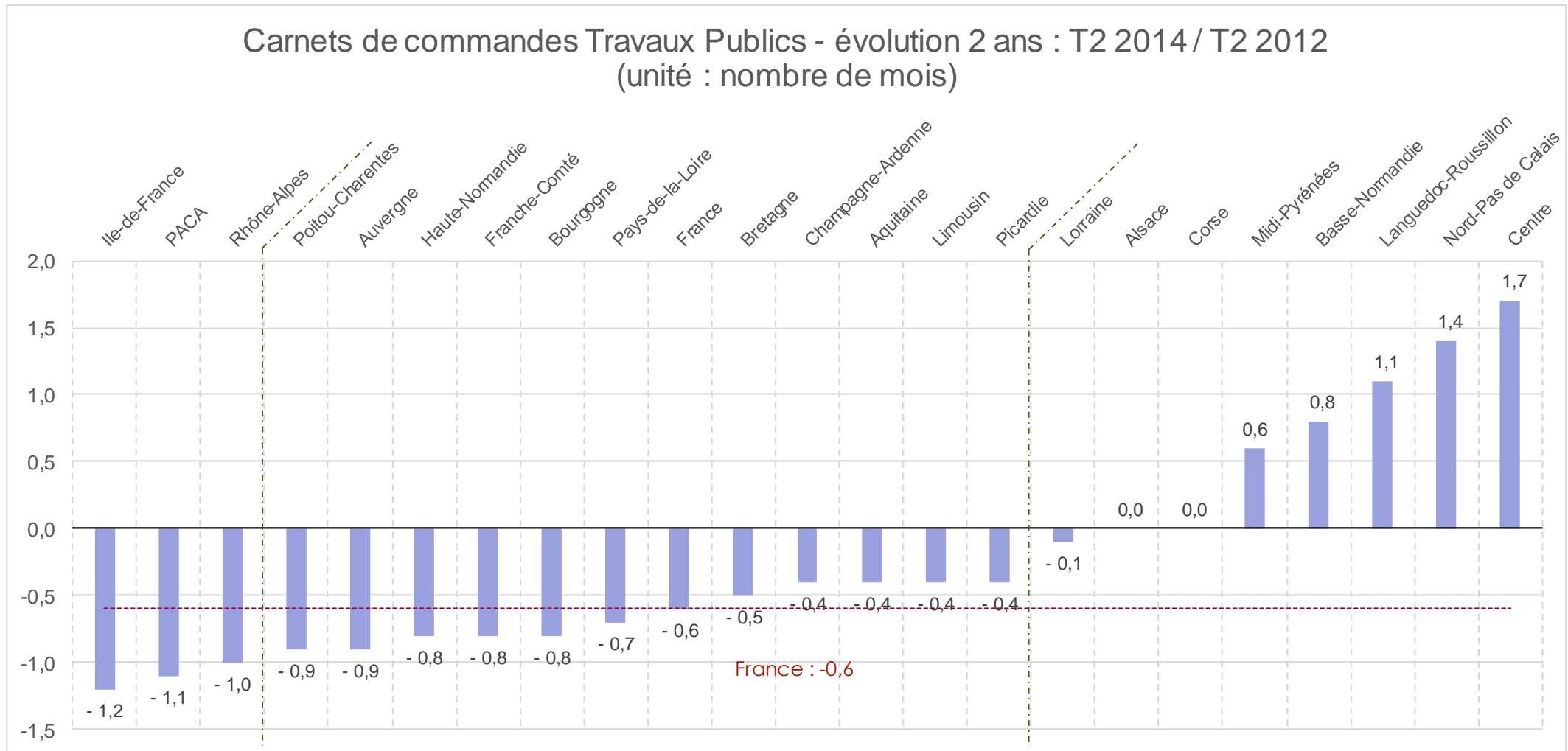
L'opinion des chefs d'entreprises reste pessimiste et suit la tendance nationale dans la majorité des régions au 2ème trimestre 2014 par rapport au 2ème trimestre 2013.



Sources : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

Quelle est l'opinion des chefs d'entreprises de Travaux Publics sur leur secteur ?

La même tendance émerge sur les deux dernières années mais les chefs d'entreprises sont plus optimistes dans une région sur quatre par rapport au 2^{ème} trimestre en 2012



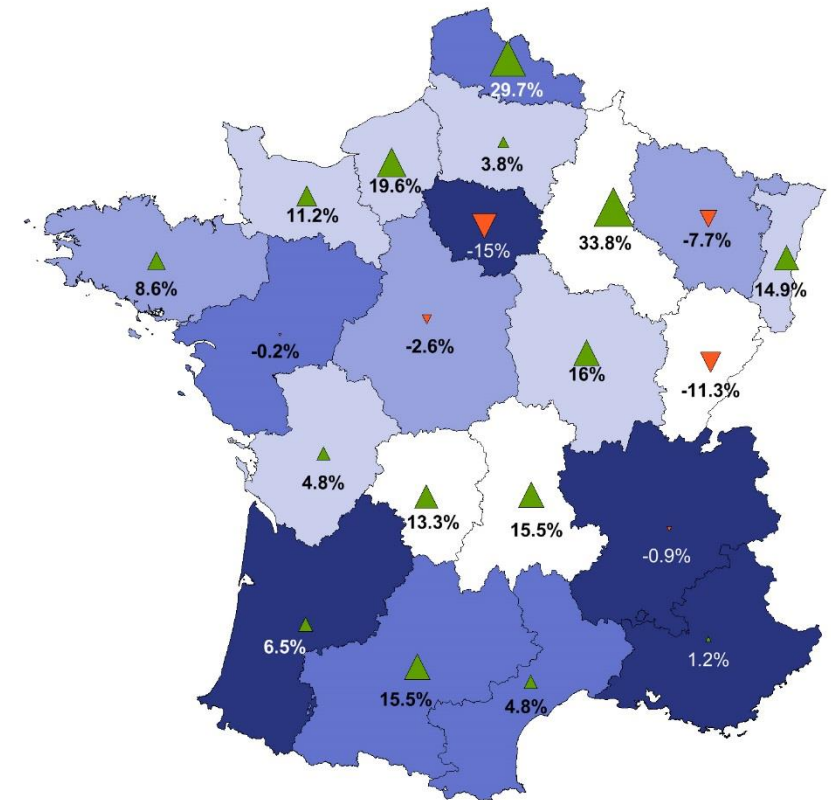
Sources : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

Quelles sont les conséquences sur l'emploi intérimaire dans les Travaux Publics ?

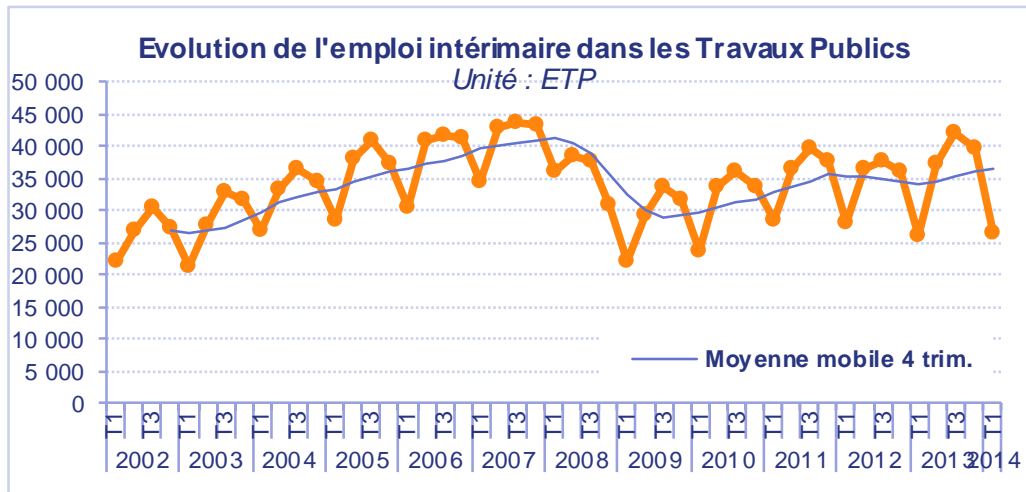
France : 26 658 ETP pour l'emploi intérimaire dans les Travaux Publics au 1^{er} trimestre 2014, une hausse de 1,5% par rapport au 1^{er} trimestre 2013.

Régions : L'emploi intérimaire dans les Travaux Publics progresse dans la grande majorité des régions au 1^{er} trimestre 2014.

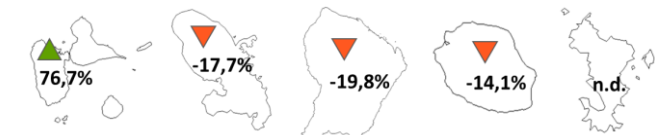
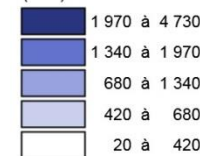
Emploi intérimaire dans les Travaux Publics
1^{er} trimestre 2014, évol. 1 an



Emploi intérimaire (en équivalents temps pleins)	1 ^{er} trimestre 2014 - Évol 1 an		
Intérimaires Travaux Publics	26 658 ETP	+1,5%	▲



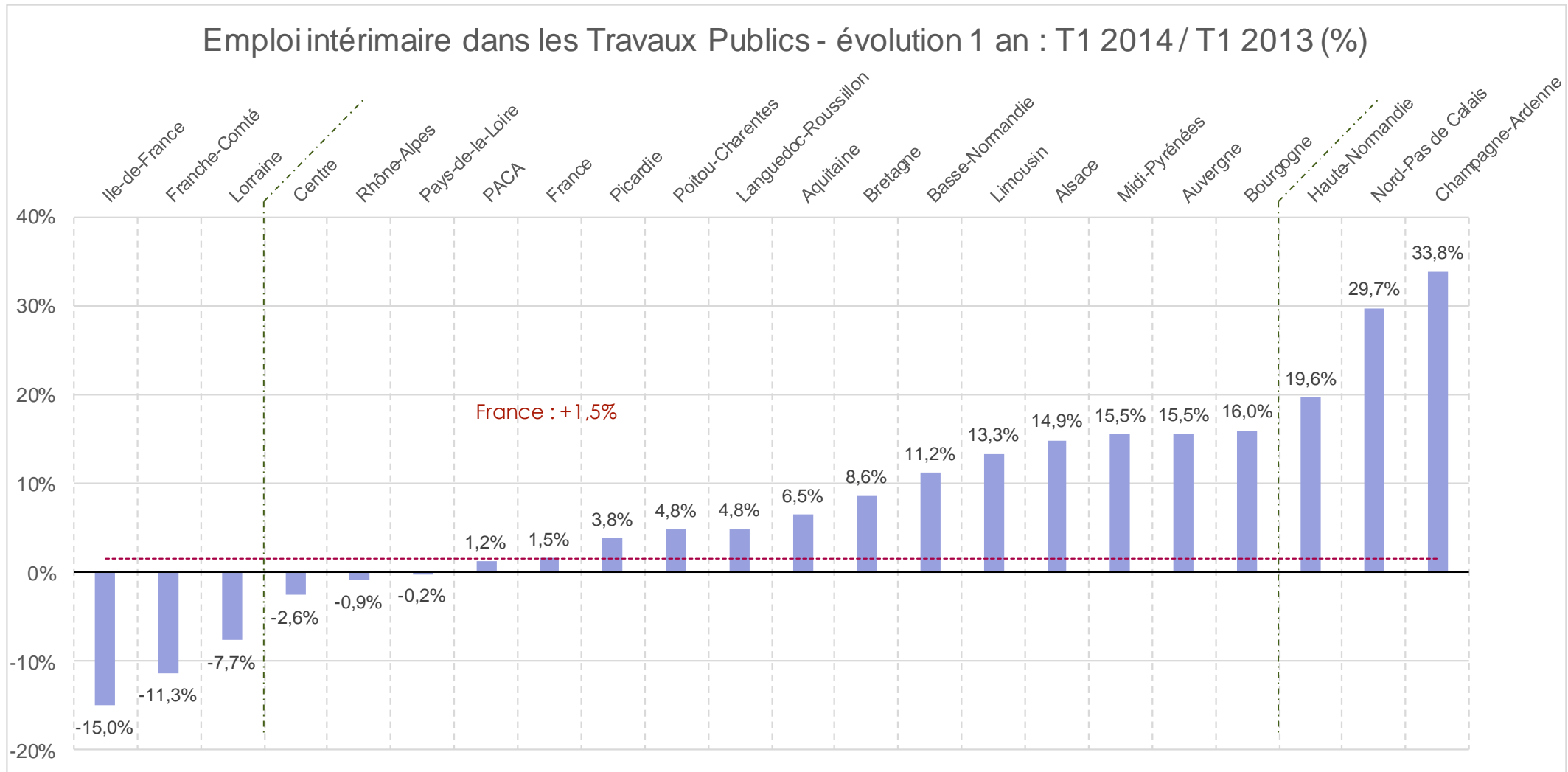
Emploi intérimaire dans les travaux publics (ETP)



Sources : INSEE, DARES (données brutes) – Le calcul de l'intérim est réalisé sur une base de 38 semaines travaillées par an dans les Travaux Publics.

Quelles sont les conséquences sur l'emploi intérimaire dans les Travaux Publics ?

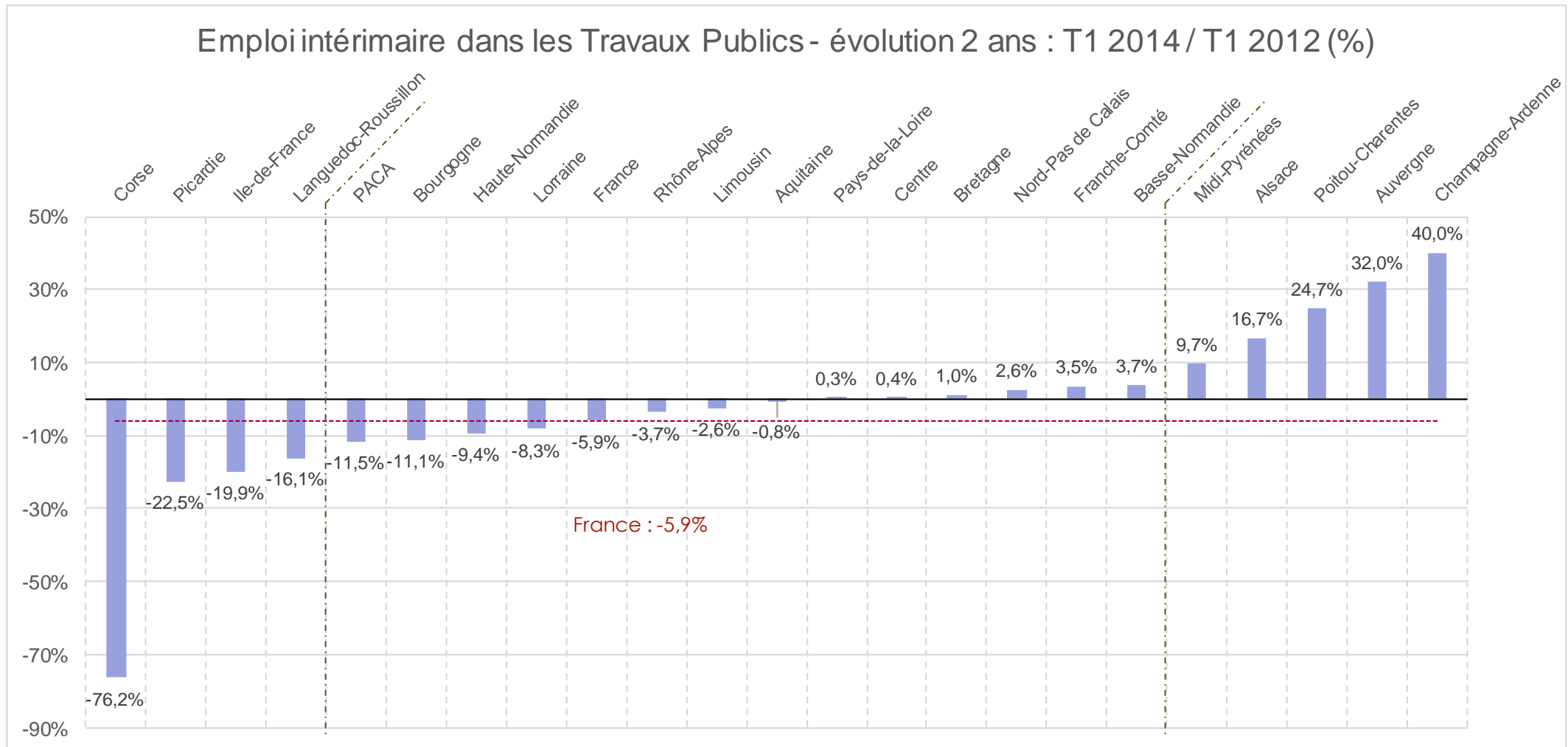
L'emploi intérimaire progresse dans une large majorité de régions mais dans des proportions très variables



Sources : INSEE, DARES (données brutes) – Le calcul de l'intérim est réalisé sur une base de 38 semaines travaillées par an dans les Travaux Publics. L'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

Quelles sont les conséquences sur l'emploi intérimaire dans les Travaux Publics ?

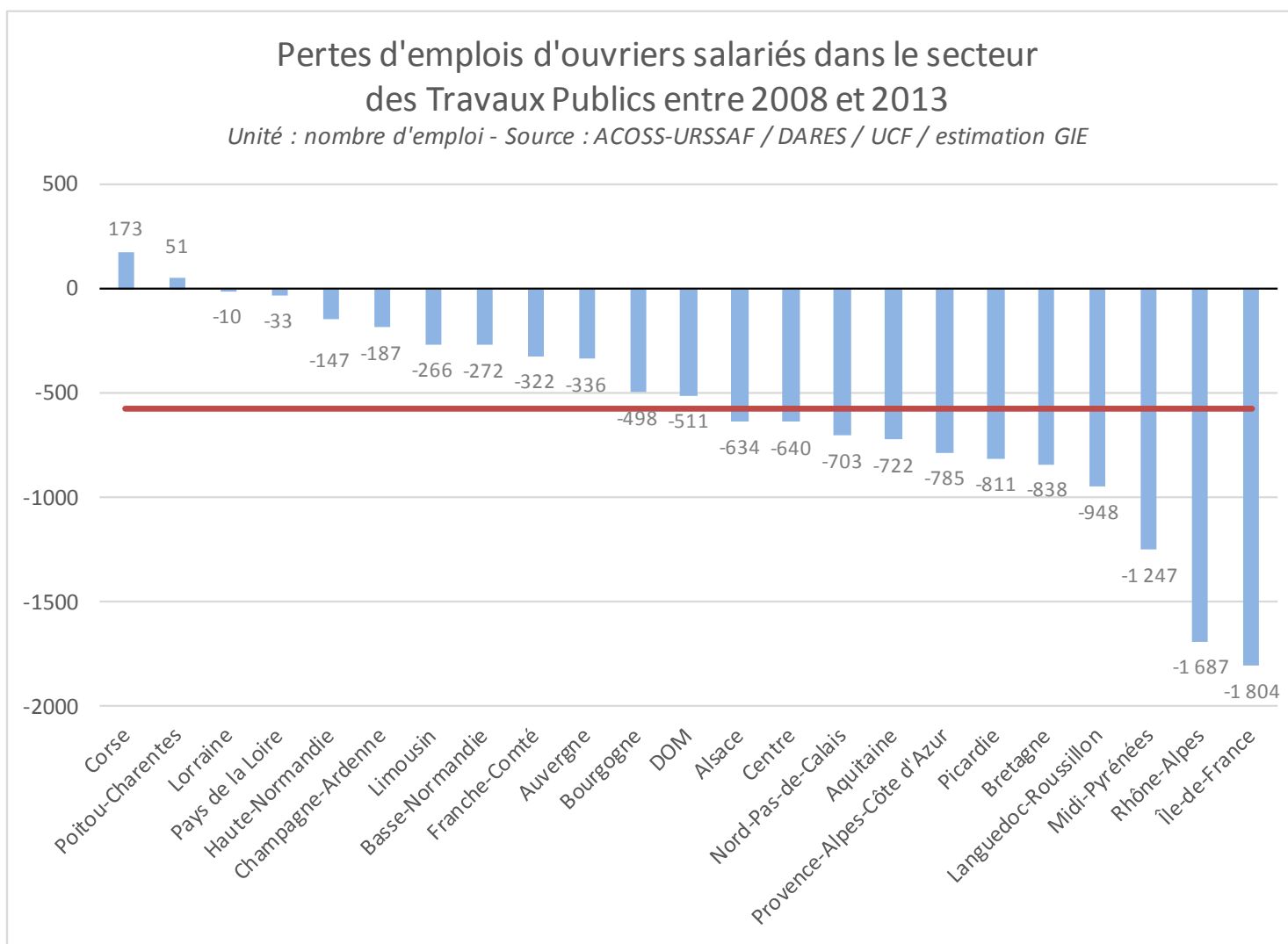
L'emploi intérimaire progresse dans près de la moitié des régions sur les deux dernières années



Sources : INSEE, DARES (données brutes) – Le calcul de l'intérim est réalisé sur une base de 38 semaines travaillées par an dans les Travaux Publics. L'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

Quelles sont les conséquences sur l'appareil de production entre 2008 et 2013 ?

...pertes d'emploi d'ouvriers (hors intérimaires) dans le secteur des Travaux Publics dans les régions

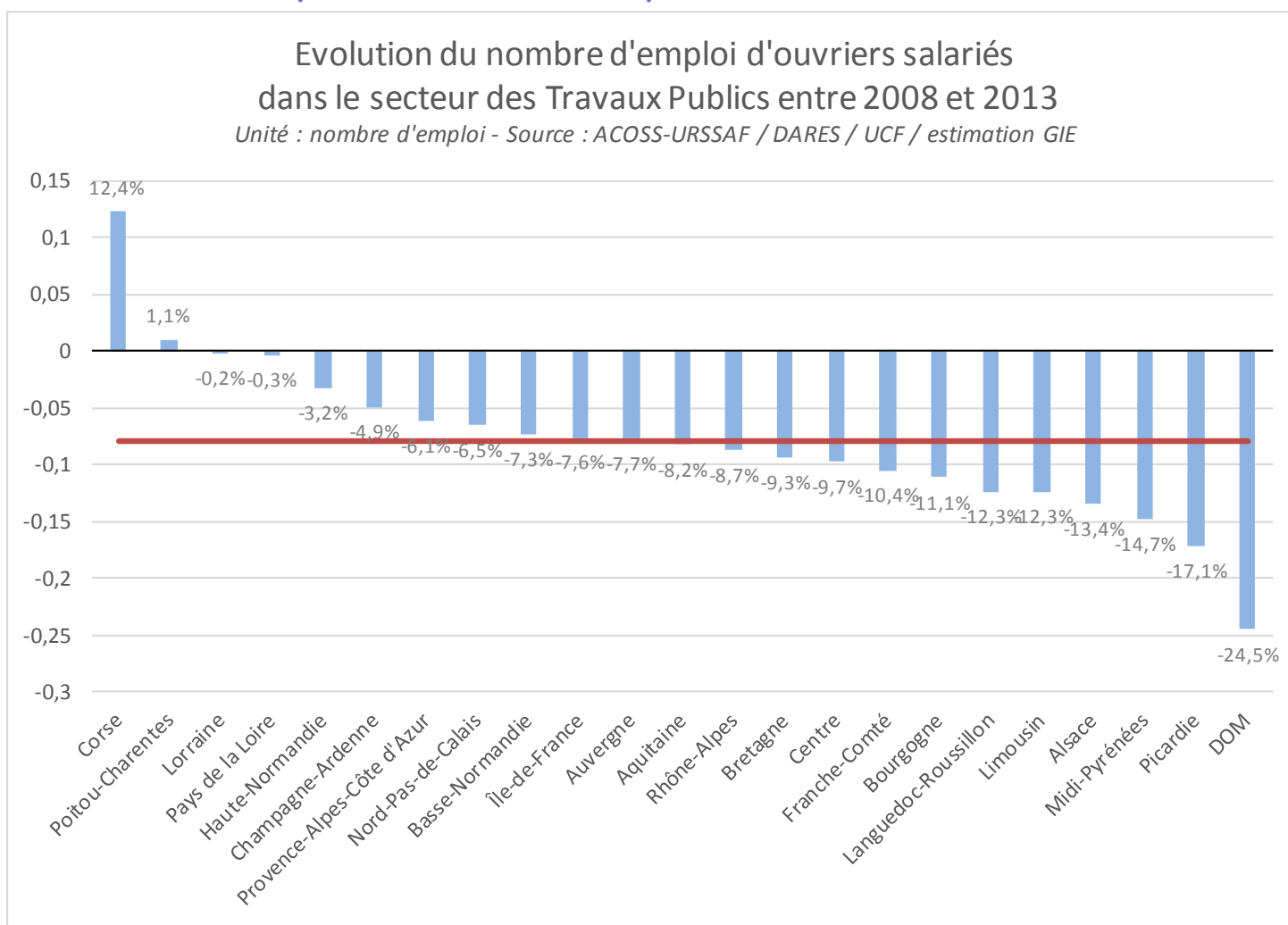


La majorité des régions enregistre des pertes d'emploi brutes d'ouvriers salariés dans le secteur des Travaux Publics entre 2008 et 2013. Seules la Corse et Poitou-Charentes recueillent un solde positif.

Sources : ACOSS-URSSAF, DARES – Le calcul de l'intérim est réalisé sur une base de 38 semaines travaillées par an dans le BTP.
Estimations GIE

Quelles sont les conséquences sur l'appareil de production entre 2008 et 2013 ?

...pertes d'emploi d'ouvriers (hors intérimaires) dans le secteur des Travaux Publics dans les régions



En termes de taux de croissance, les constats sont les mêmes avec la Corse et Poitou-Charentes qui sont les seules à enregistrer une croissance sur la période.
Les régions Lorraine, Pays de la Loire, Haute-Normandie et Champagne-Ardenne sont celles qui se montrent les moins touchées par les pertes d'emplois. A l'inverse, les DOM, la Picardie, Midi-Pyrénées et Alsace sont les régions qui subissent les plus fortes baisses du nombre d'emploi.

Sources : ACOSS-URSSAF, DARES – Le calcul de l'intérim est réalisé sur une base de 38 semaines travaillées par an dans le BTP.
Estimations GIE

Les Matériaux

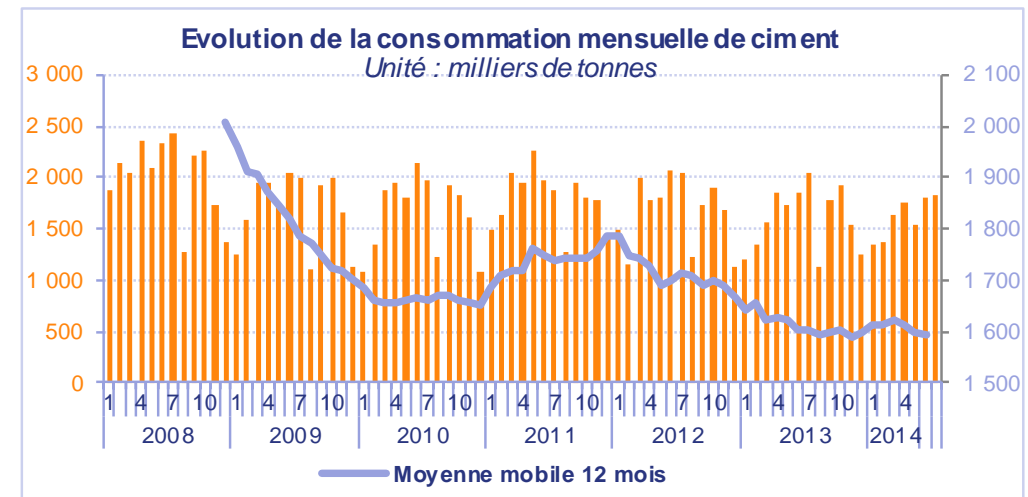
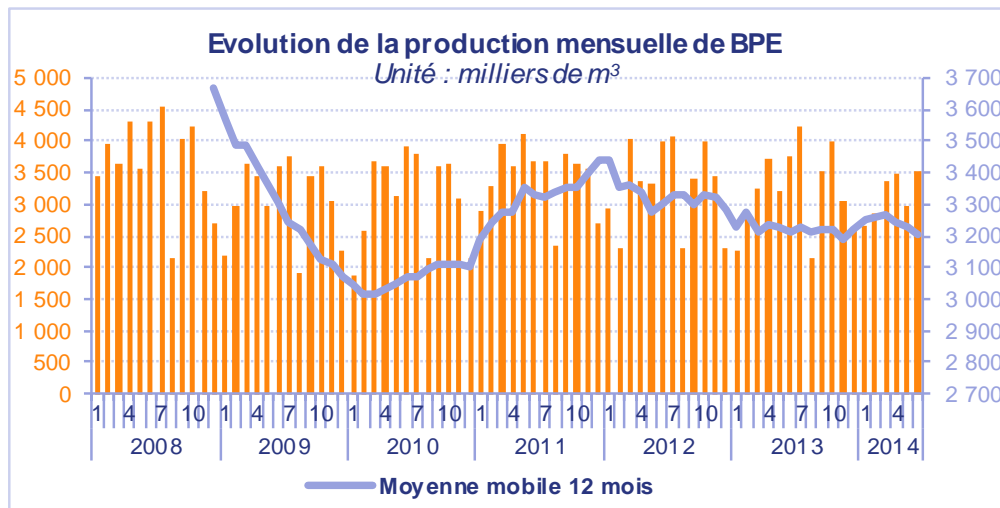
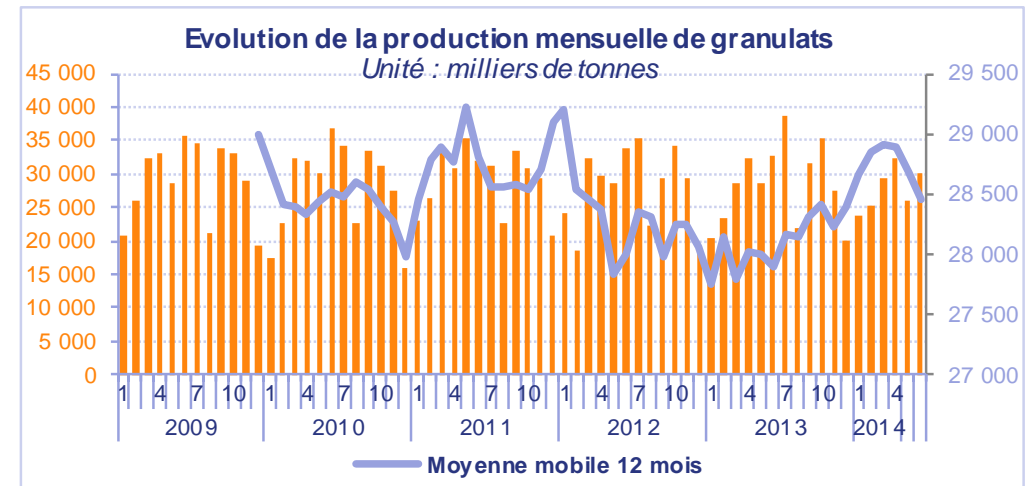
Comparaisons inter-régionales

Quelles tendances pour le secteur des matériaux ?

France : La production de granulats progresse légèrement à la fin du 1^{er} semestre 2014. Celle de BPE est stable (-0,7) alors que la consommation de ciment (-2,9%) est en léger repli.

La production de matériaux Depuis le début de l'année - Evol 1 an

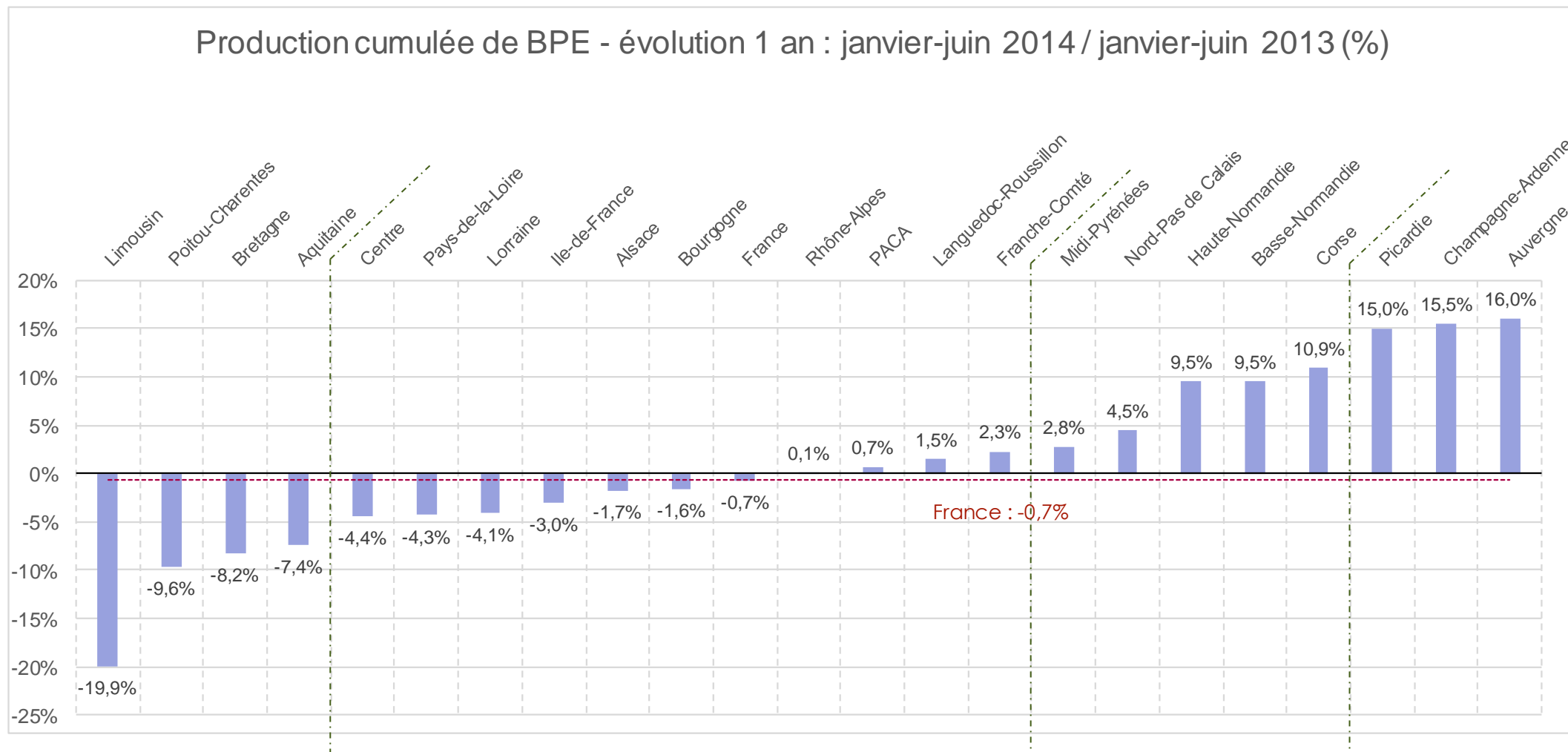
Prod. BPE entre janv. et juin 2014	18 868 017 m ³	-0,7%	=
Prod. Granulats entre janv. et juin 2014	166 780 kt	+0,5%	=
Conso Ciment entre janv. et juil. 2014	11 260 kt	-2,9%	▼



Sources : UNICEM pour le BPE et les granulats, SFIC pour le ciment (données brutes, non cvs, non cjo ; disponibles pour la France métropolitaine)

Quelles tendances pour le secteur des matériaux ?

La production de BPE est en hausse dans une région sur deux, mais de fortes disparités persistent.



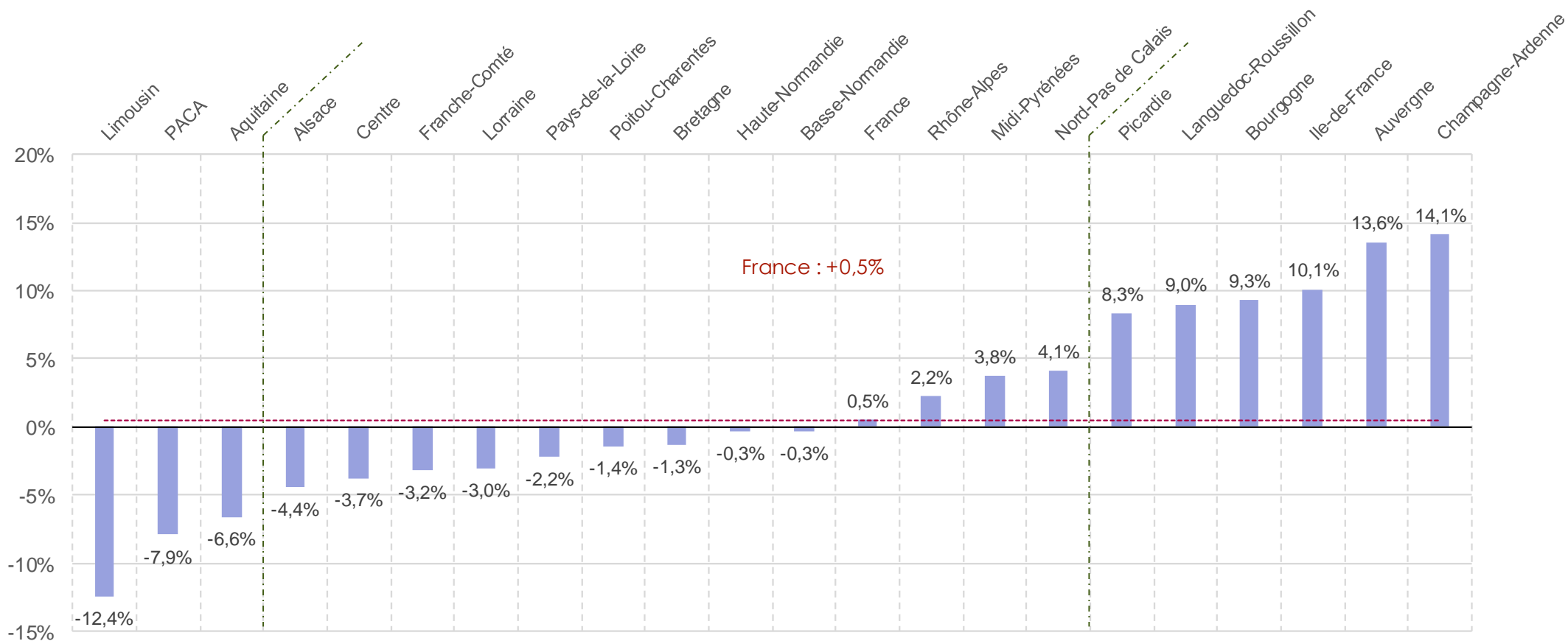
Basse-Normandie et Haute-Normandie présentent les données pour le total de la Normandie ; Provence-Alpes-Côte d'Azur inclut les données de la Corse.

Sources : UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo ; disponibles pour la France métropolitaine)

Quelles tendances pour le secteur des matériaux ?

La production de granulats connaît un recul marqué dans la moitié des régions.

Production cumulée de granulats - évolution 1 an : janvier-juin 2014 / janvier-juin 2013 (%)

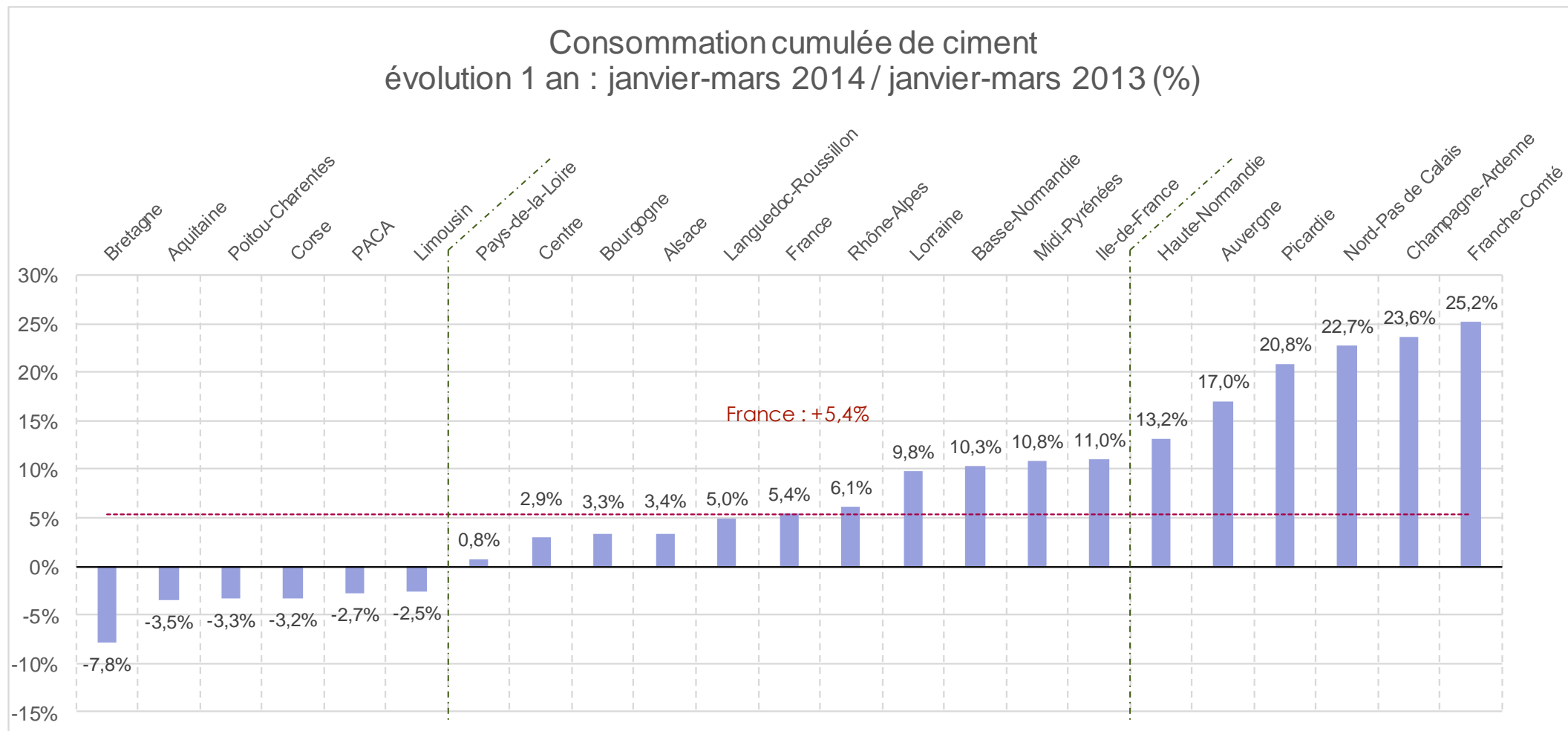


Basse-Normandie et Haute-Normandie présentent les données pour le total de la Normandie.

Sources : UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo ; disponibles pour la France métropolitaine)

Quelles tendances pour le secteur des matériaux ?

La consommation de ciment augmente dans deux régions sur trois et de manière sensible dans près d'une région sur deux.



Sources : SFIC (données brutes, non cvs, non cjo ; disponibles pour la France métropolitaine)

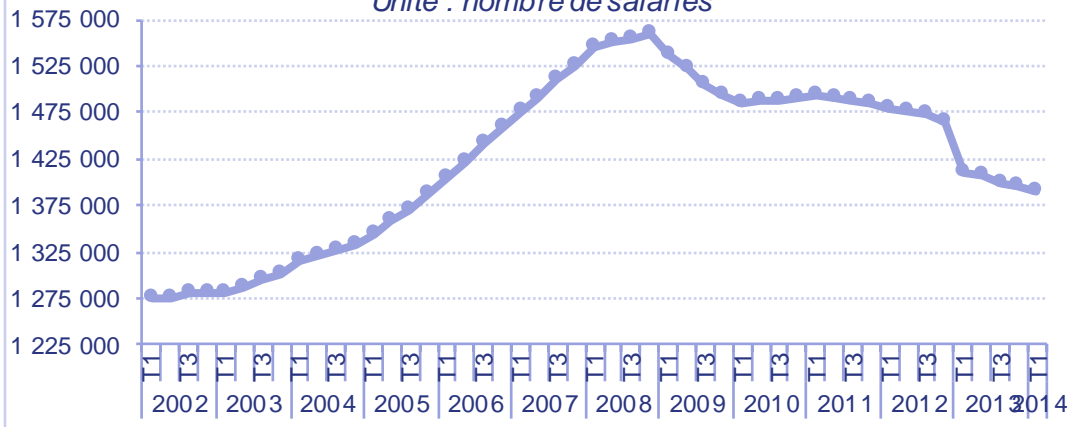
L'emploi et le tissu d'entreprises dans la Construction Comparaisons inter-régionales

Quelles sont les conséquences sur l'emploi salarié ?

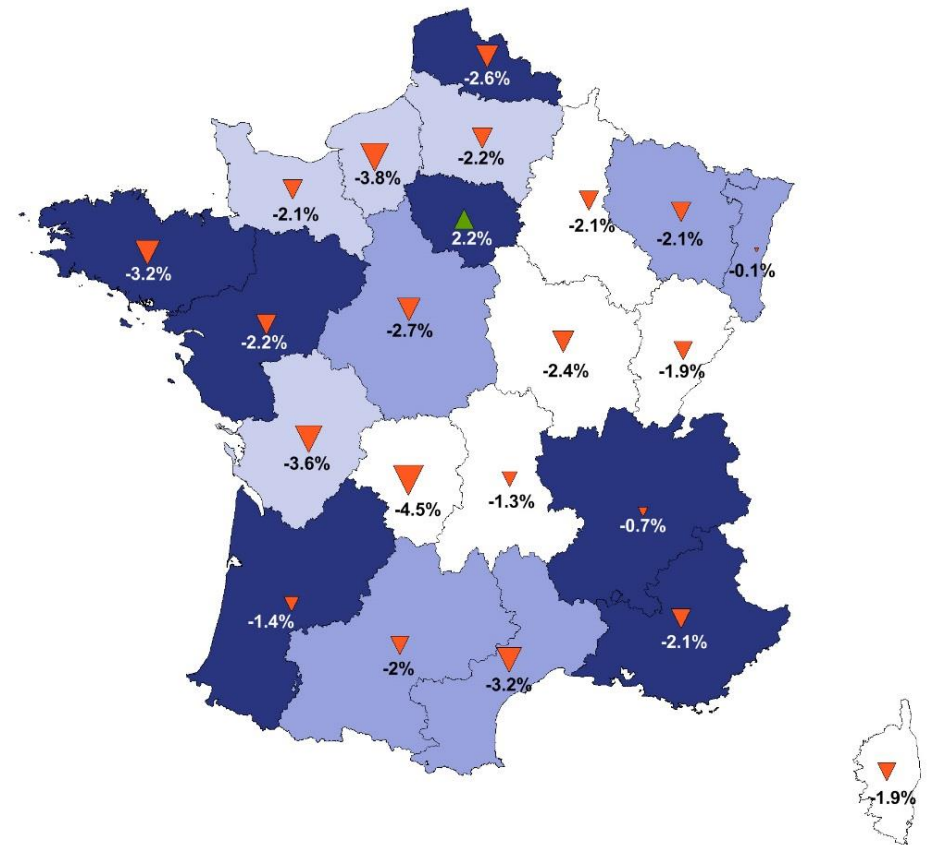
France : 1 434 841 salariés dans le secteur de la construction au 1er trimestre 2014, une baisse de 1,2% par rapport au 1er trimestre 2013.

Régions : L'emploi salarié est en baisse dans presque toutes les régions au 1er trimestre 2014.

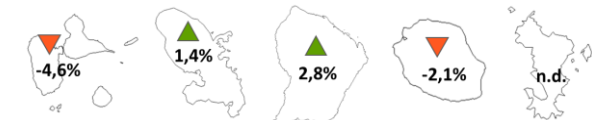
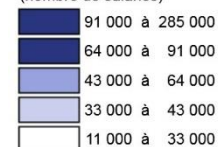
Evolution de l'emploi privé dans la Construction
Unité : nombre de salariés



Emploi salarié dans la construction
1er trimestre 2014, évol. 1 an



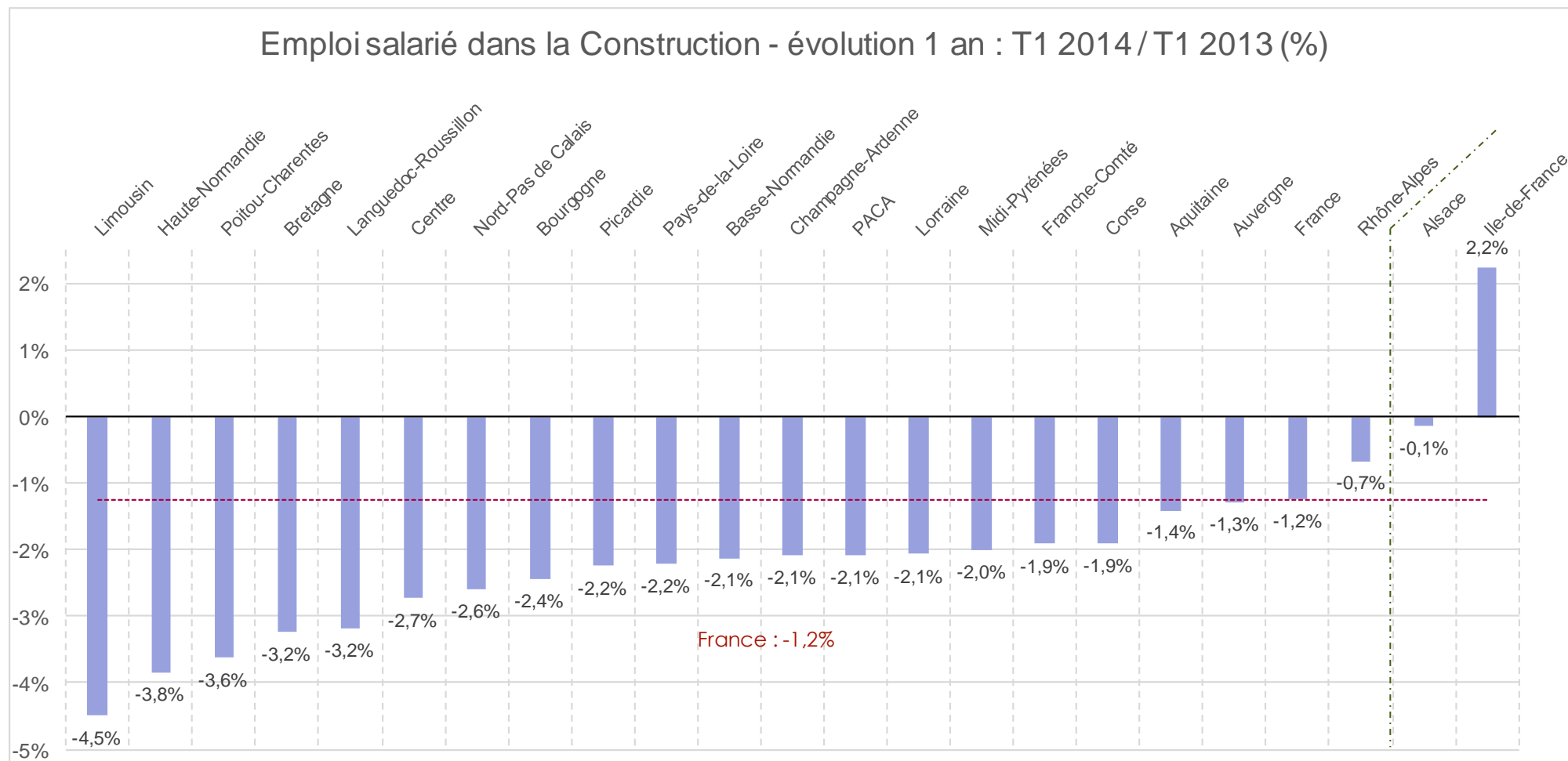
Emploi salarié dans la construction
(nombre de salariés)



Sources : ACOSS – URSSAF (données cvs)

Quelles sont les conséquences sur l'emploi salarié ?

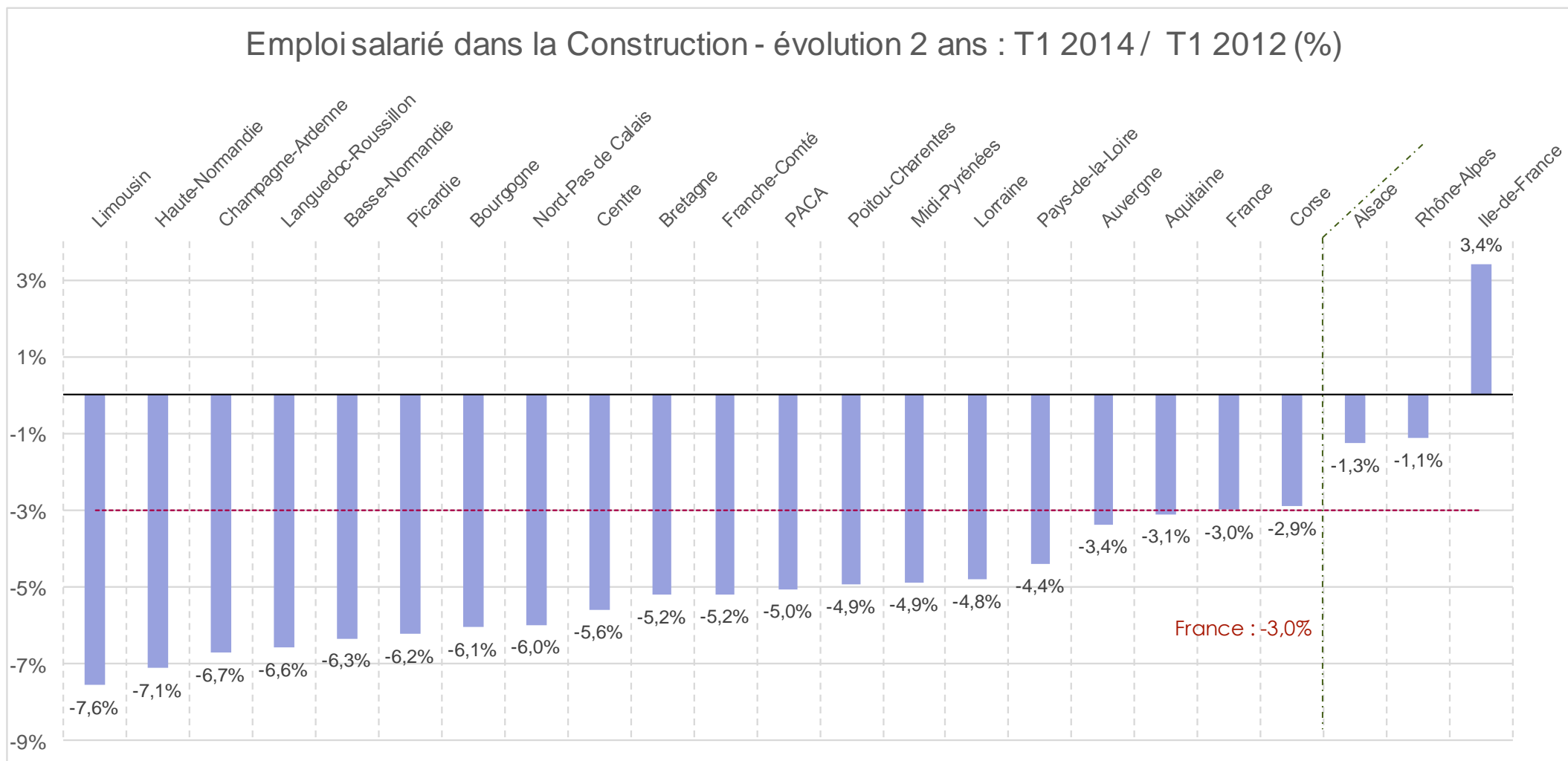
La plupart des régions se situent en deçà de la moyenne nationale. Seule l'Île-de-France enregistre une hausse de l'emploi salarié au 1^{er} trimestre 2014 comme au 4^{ème} trimestre 2013.



Sources : ACOSS – URSSAF (données cvs) ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

Quelles sont les conséquences sur l'emploi salarié ?

L'emploi salarié est en baisse dans presque toutes les régions sur les deux dernières années. L'Ile-de-France reste la seule région où l'emploi salarié progresse depuis 2012.



Sources : ACOSS – URSSAF (données cvs) ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

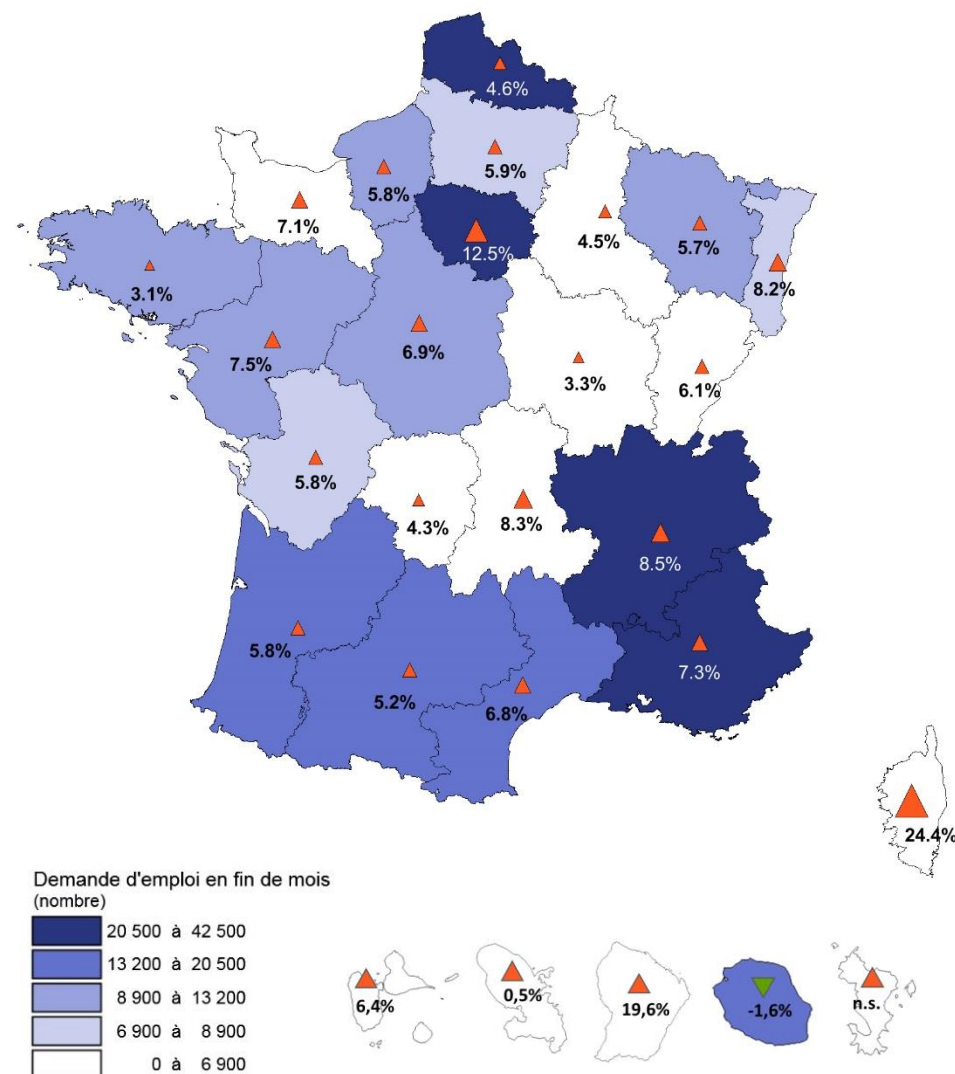
Quelles sont les conséquences sur la demande d'emploi ?

France : 307 698 demandeurs d'emploi dans la construction à fin juin 2014, une hausse de 6,8% par rapport à 2013.

Régions : Le nombre de demandeurs d'emploi est en hausse dans toutes les régions à fin juin 2014.

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	Juin 2014 - Evol 1 an		
DEFM Bâtiment et Travaux Publics	307 698 DEFM	+6,8%	▲
DEFM tous secteurs économiques	3 463 024 DEFM	+4,1%	▲
% Bâtiment et Travaux Publics / ensemble de l'activité	9%	+0,2 pts	▲

Demande d'emploi dans la construction
Fin juin 2014, évol. 1 an

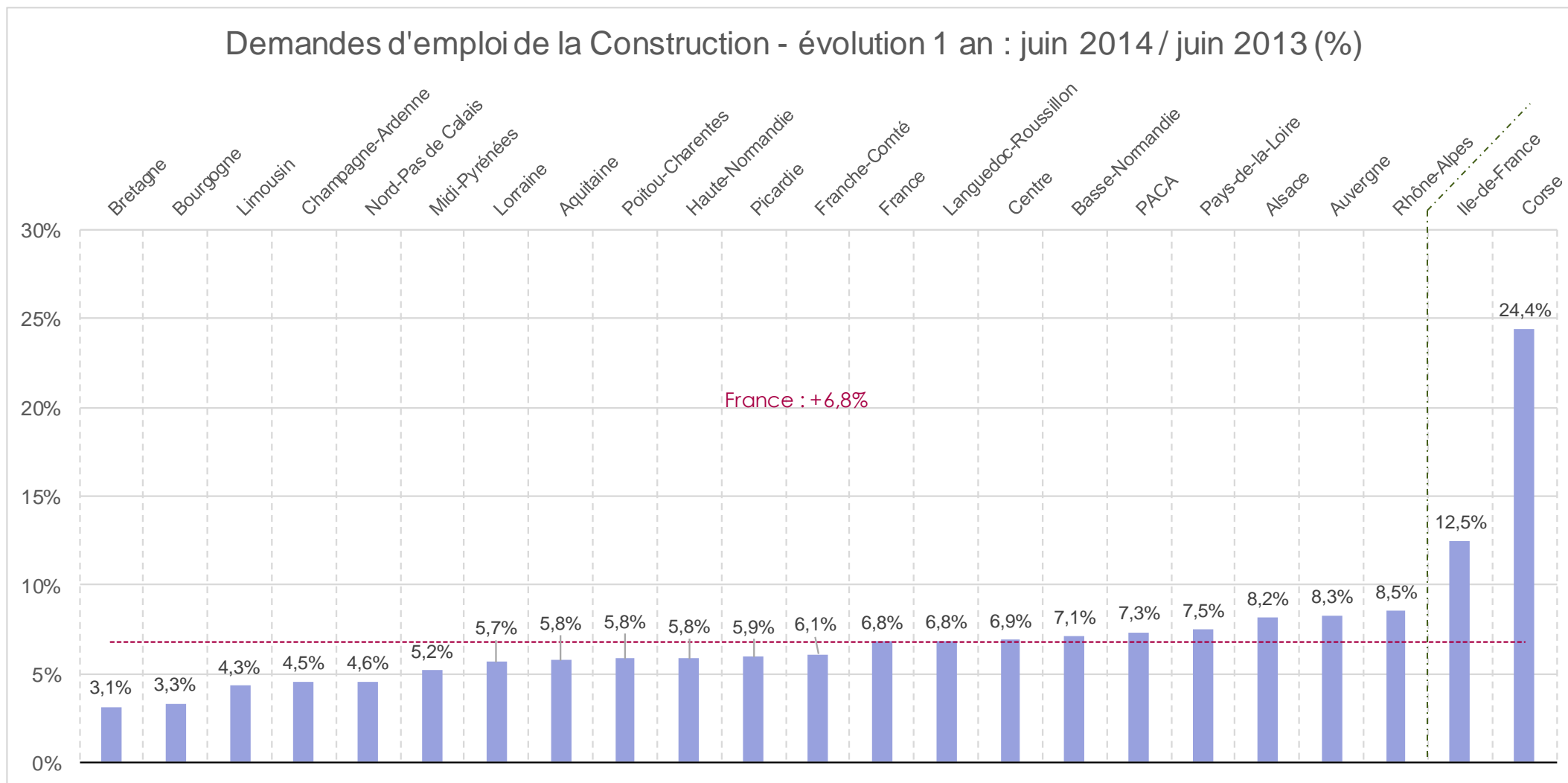


Note : Ces données présentent les demandeurs d'emploi issus d'entreprises de la Construction.

Source : DARES (données brutes)

Quelles sont les conséquences sur la demande d'emploi ?

La demande d'emploi augmente dans l'intégralité des régions. Outre la forte progression en Corse, un peu plus de la moitié des régions présentent une hausse inférieure à la moyenne nationale

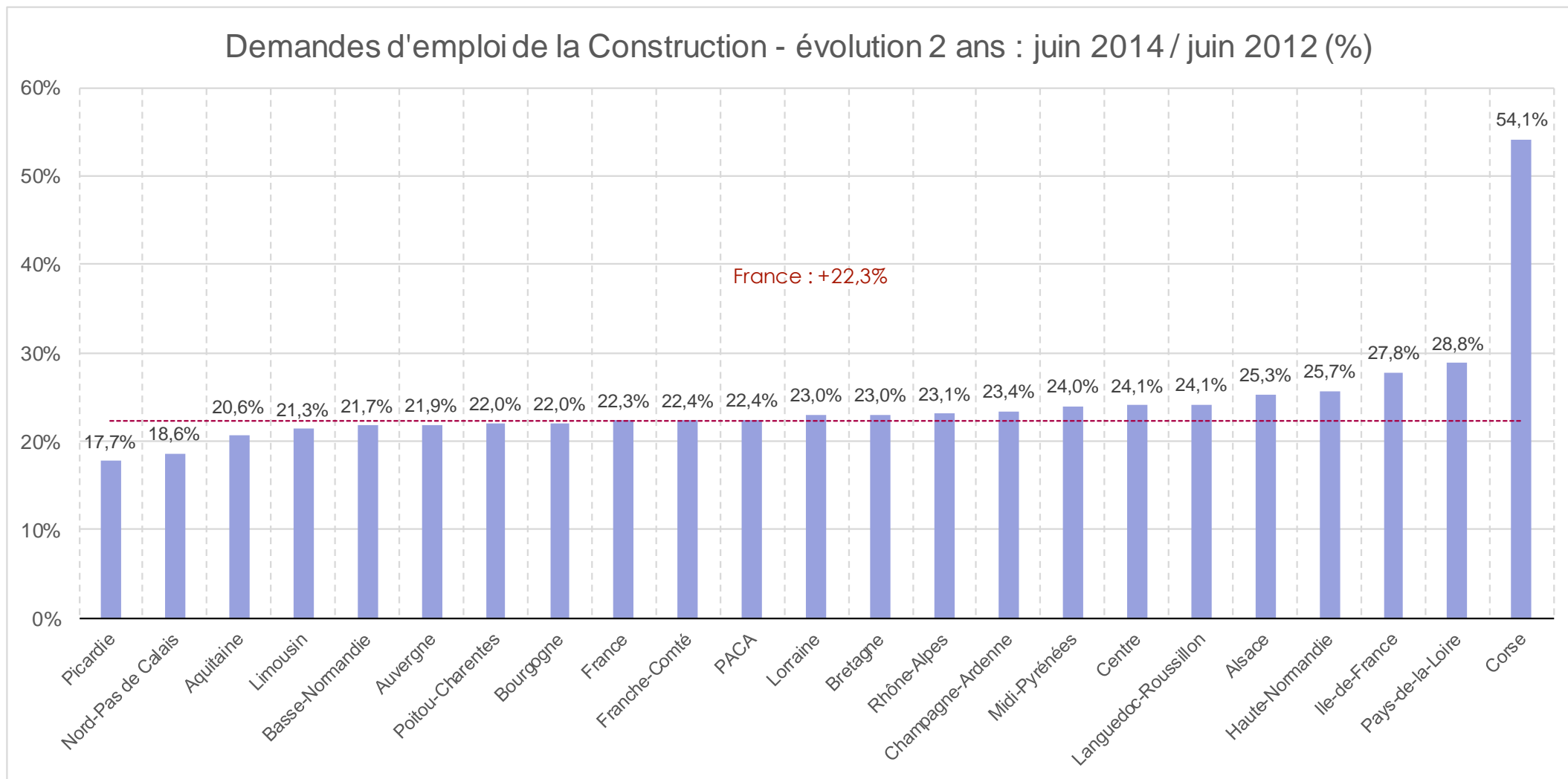


Note : Ces données présentent les demandeurs d'emploi issus d'entreprises de la Construction.

Source : DARES (données brutes) ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

Quelles sont les conséquences sur la demande d'emploi ?

Sur les deux dernières années, la situation est homogène dans les régions, avec peu de variations par rapport à la moyenne nationale, excepté en Corse.



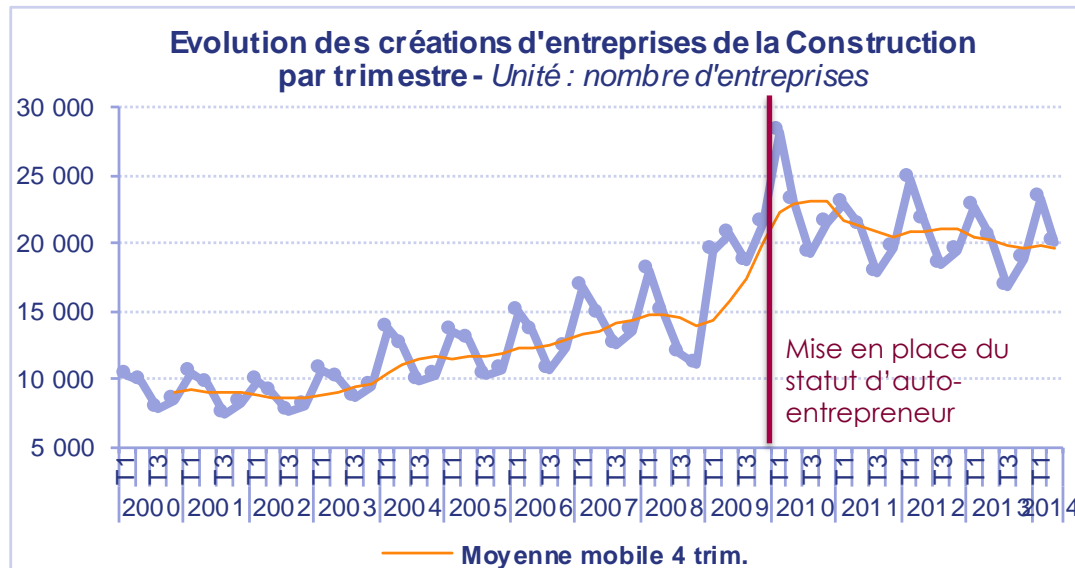
Note : Ces données présentent les demandeurs d'emploi issus d'entreprises de la Construction.

Source : DARES (données brutes) ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

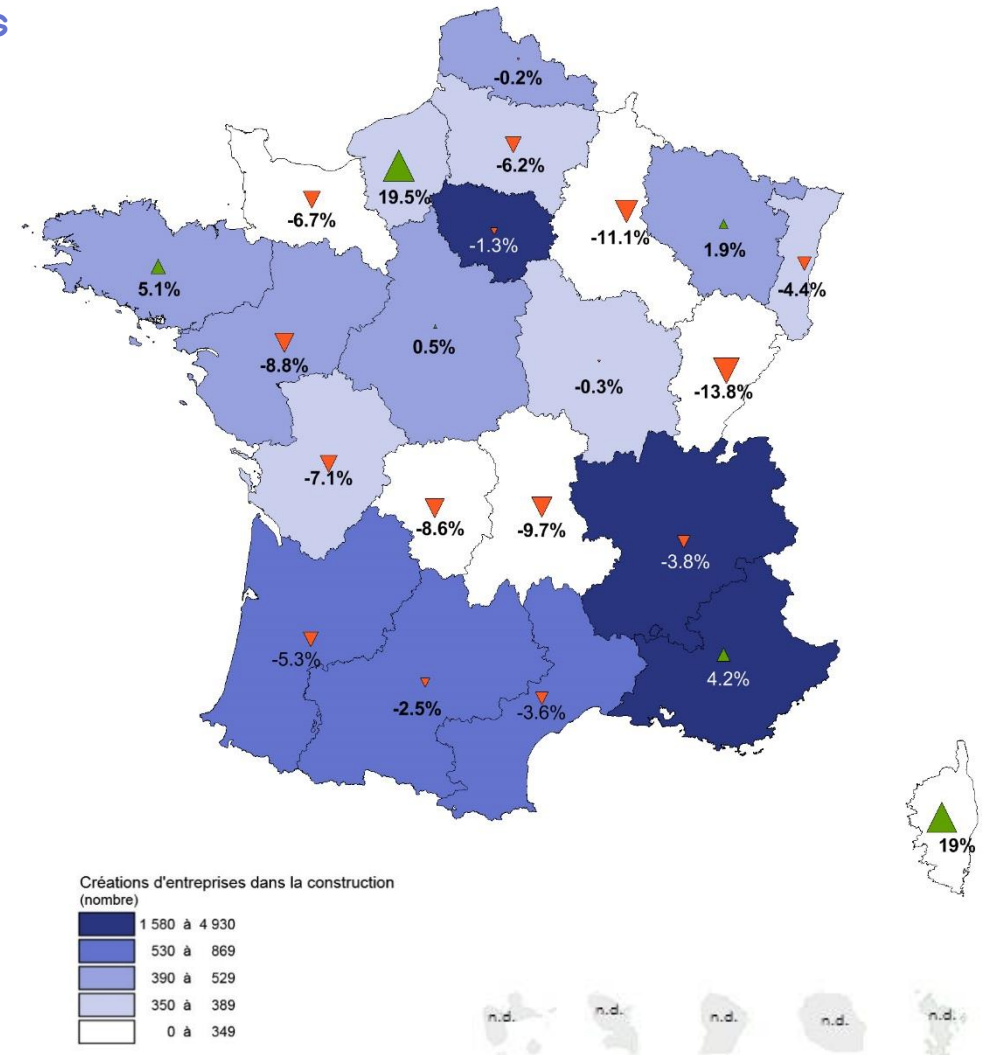
Comment évoluent les créations d'entreprises ?

France : 20 043 créations d'entreprises dans le secteur de la construction au 2^{ème} trimestre 2014, une baisse de 2,0% par rapport au 2^{ème} trimestre 2013.

Régions : Les créations sont en baisse dans la majorité des régions à la fin du 2^{ème} trimestre 2014.



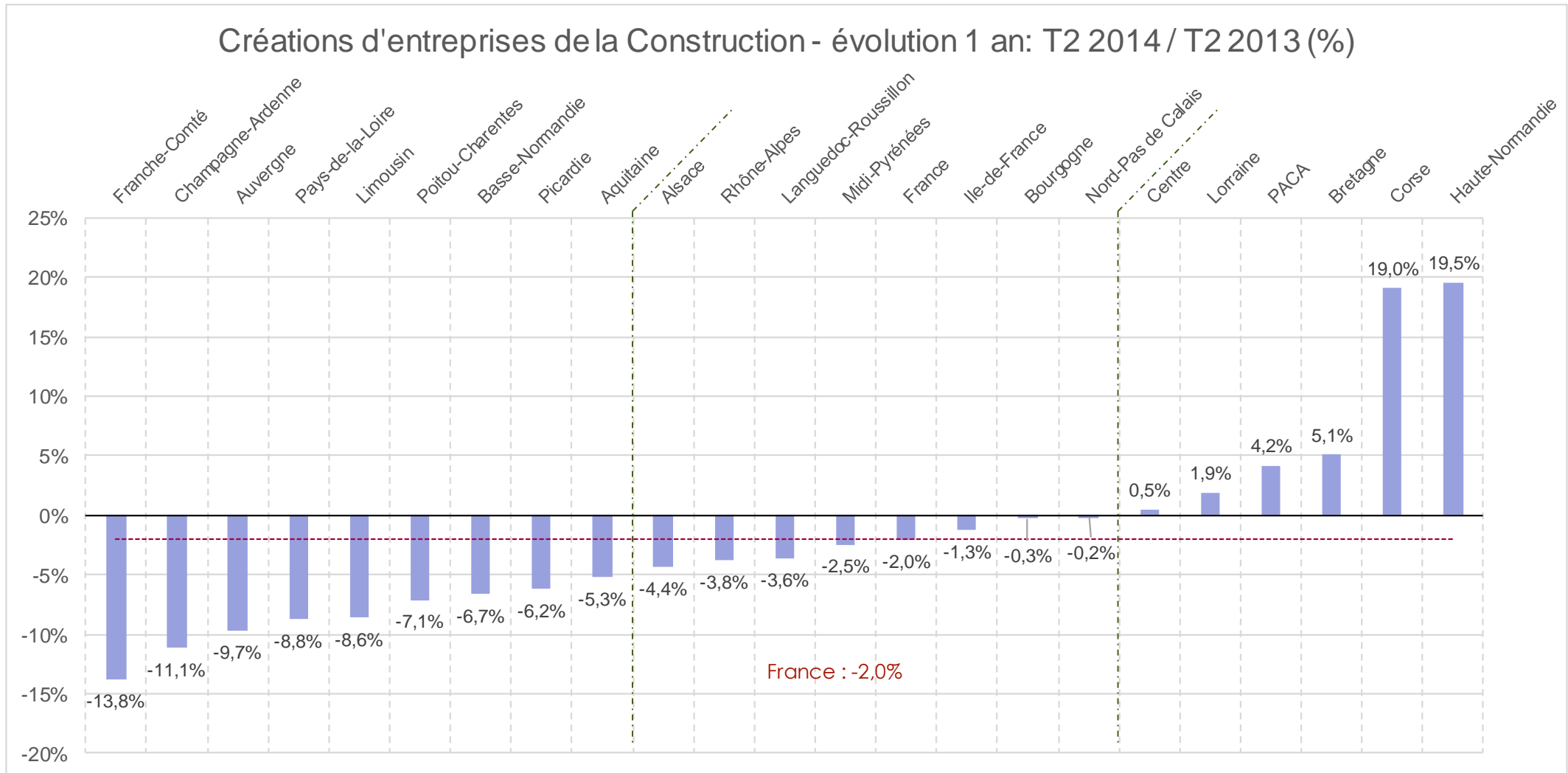
Créations d'entreprises dans le secteur de la construction – 2^{ème} trimestre 2014, évol. 1 an



Source : INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

Comment évoluent les créations d'entreprises ?

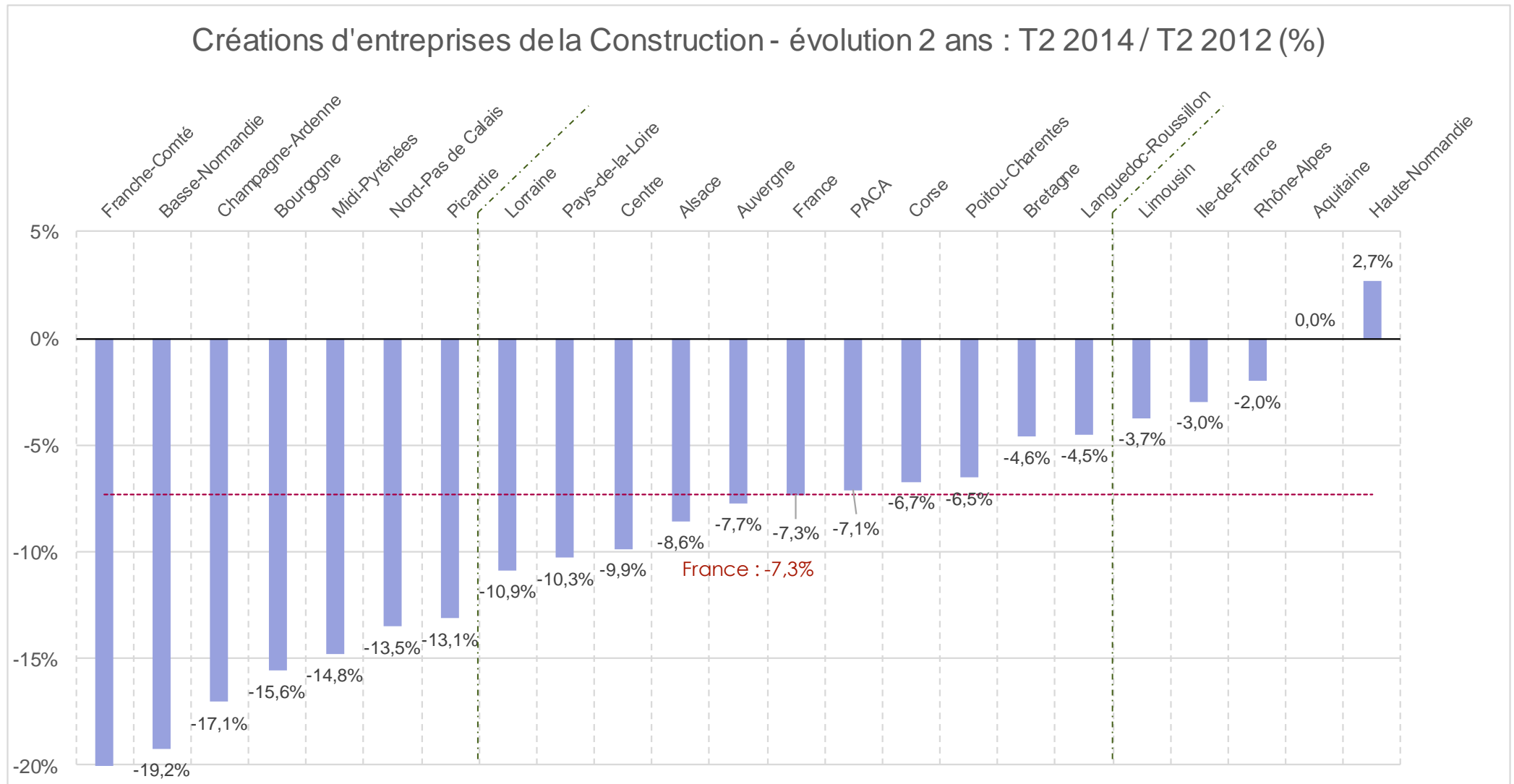
Près des deux tiers des régions sont concernées par la baisse des créations d'entreprises. 6 régions contribuent à limiter la tendance baissière au niveau national



Source : INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

Comment évoluent les créations d'entreprises ?

La baisse des créations d'entreprises de la construction observées dans les régions au 2^{ème} trimestre 2014 est encore plus marquée sur les deux dernières années

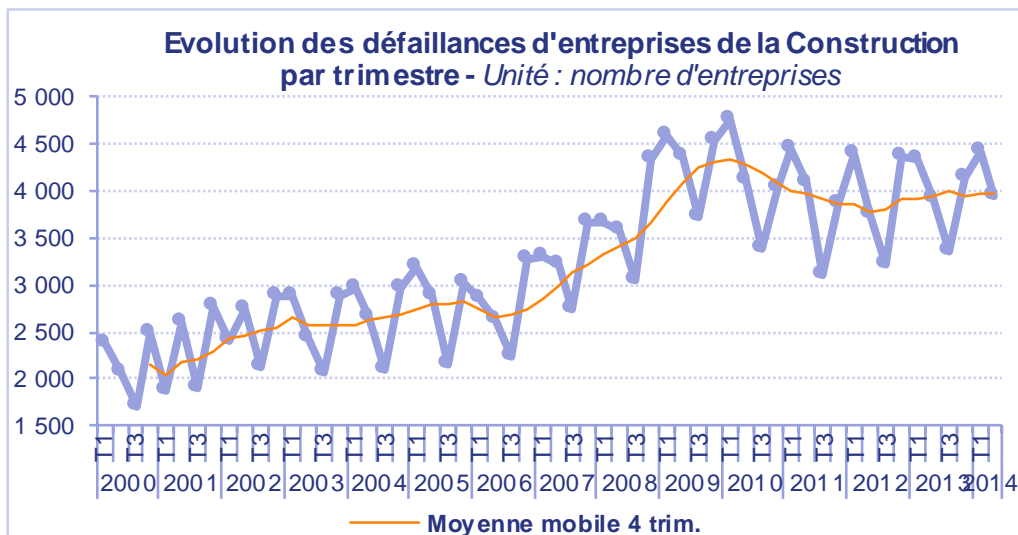


Source : INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

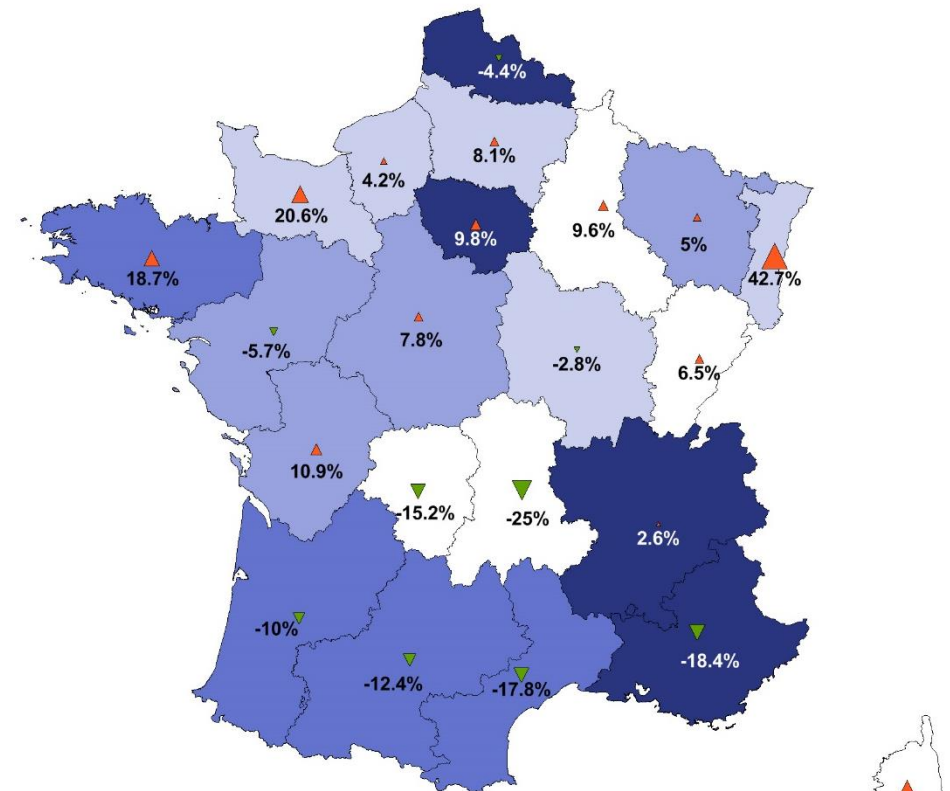
Comment évoluent les défaillances d'entreprises ?

France : 3 946 défaillances d'entreprises dans le secteur de la construction au 2^{ème} trimestre 2014, qui traduit une certaine stabilité (+0,4%) par rapport au 2^{ème} trimestre 2013,

Régions : les défaillances progressent dans la moitié des régions au 2^{ème} trimestre 2014.



Défaillances d'entreprises dans le secteur de la construction – 2^{ème} trimestre 2014, évol. 1 an



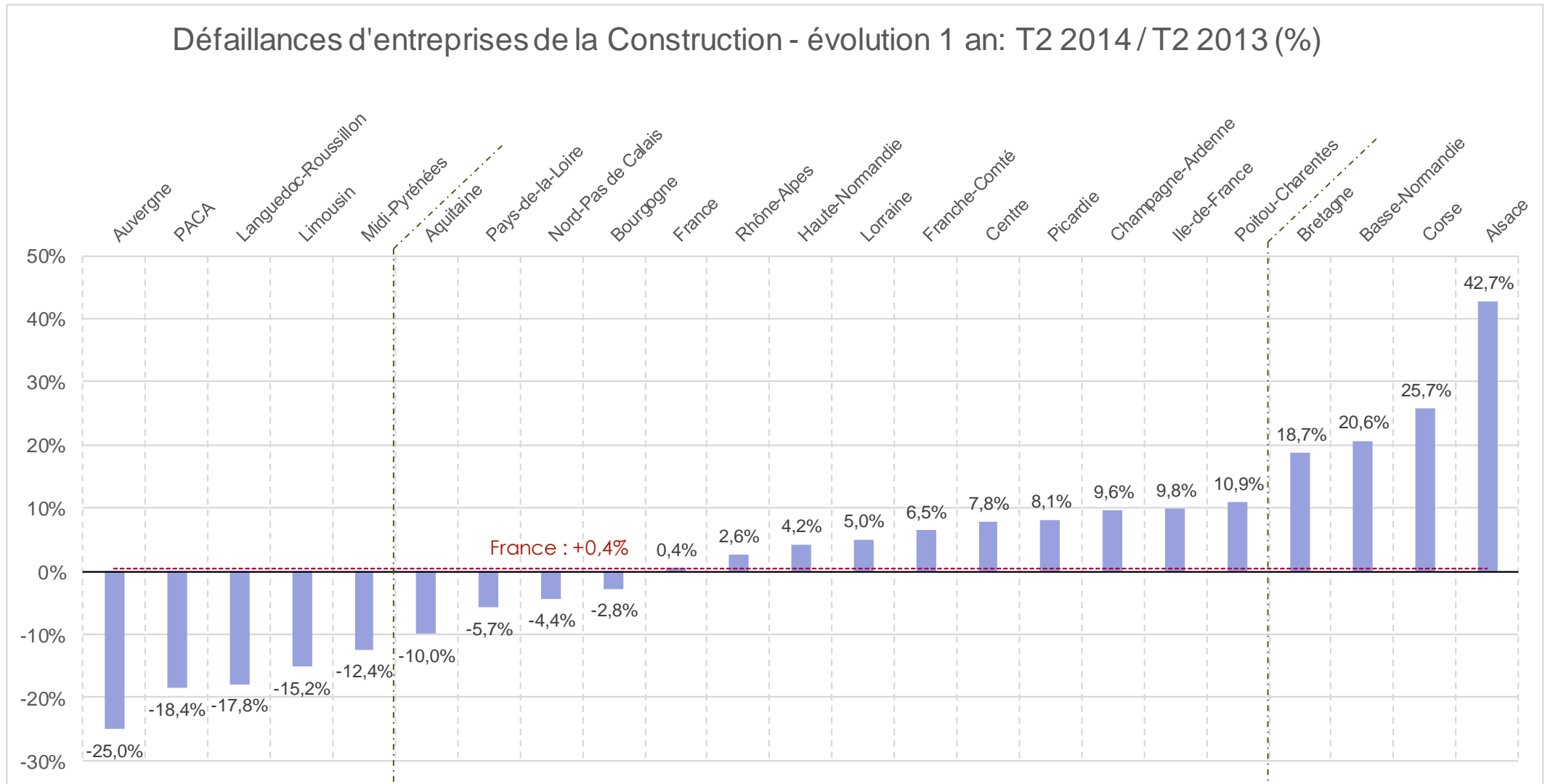
Défaillances d'entreprises dans la construction (nombre)

- 196 à 861
- 145 à 203
- 90 à 144
- 60 à 89
- 0 à 59

Sources : Banque de France (données brutes)

Comment évoluent les défaillances d'entreprises ?

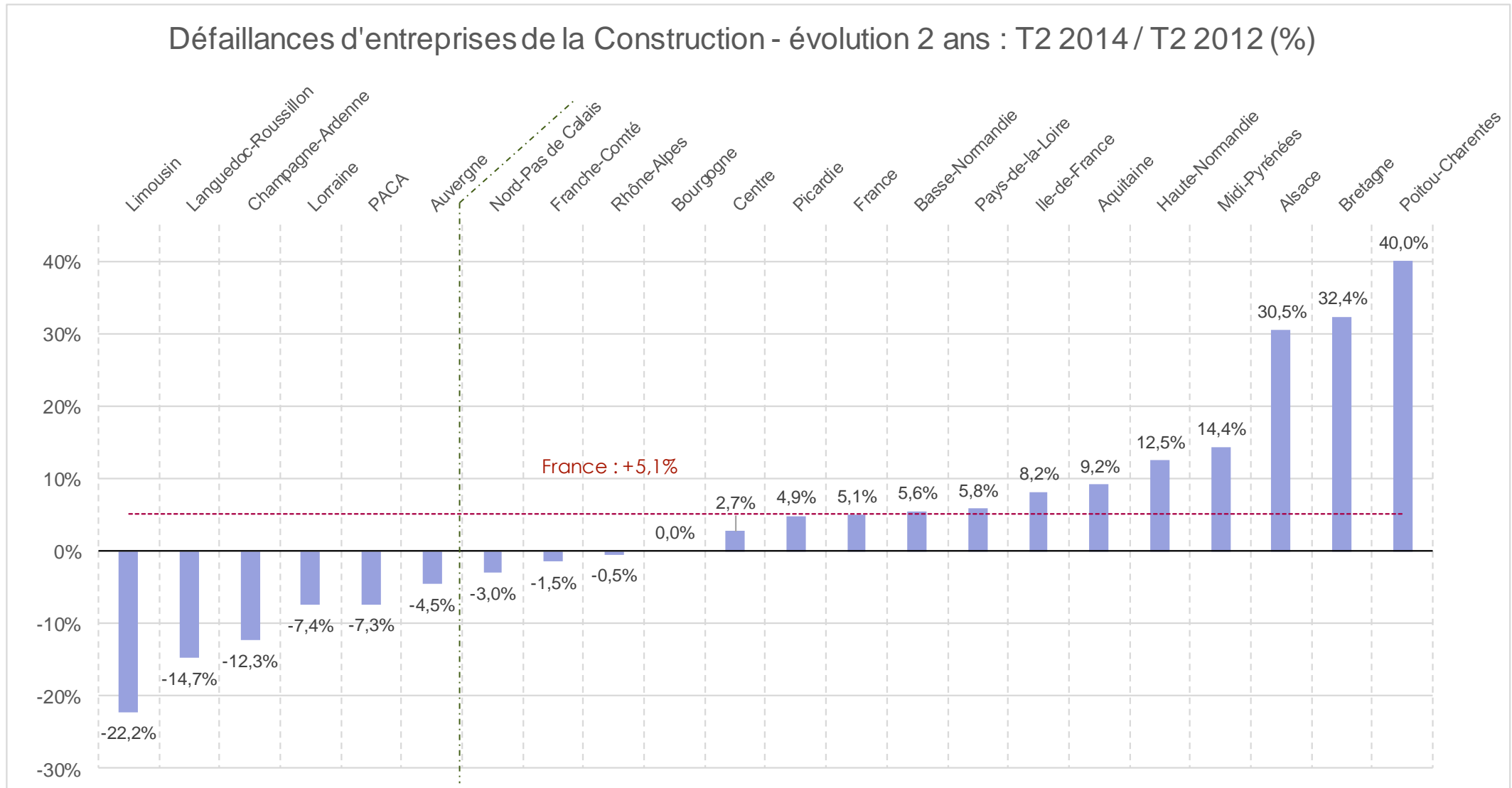
L'accroissement des défaillances d'entreprises affecte près des deux tiers des régions



Sources : Banque de France (données brutes)

Comment évoluent les défaillances d'entreprises ?

Sur les deux dernières années, on retrouve là encore une hausse des défaillances dans presque deux régions sur trois



Sources : Banque de France (données brutes)

Retrouvez les notes régionales du réseau des CERC



Alsace

CEBTP ALSACE
03-88-13-08-31
cebtp-alsace@i-carre.net
www.cebtp-alsace.asso.fr



Centre

CER BTP Centre
02-36-17-46-11
cerbtpcentre@gmail.com
www.cerbtp-centre.asso.fr



Aquitaine

Cellule Economique du Bâtiment, des Travaux Publics et des Matériaux de construction d'Aquitaine - C.E.BA.TRA.M.A
05-56-98-25-73
contact@cebatrama.org
www.cebatrama.org



Champagne-Ardenne

Cellule Economique Régionale Champagne-Ardenne
03-26-70-81-85

www.cer-champagne-ardenne.fr



Auvergne

CERC Auvergne
04-73-43-15-13
cerc-auvergne@i-carre.net
www.cerc-actu.com - rubrique Auvergne



Corse

C.E.R.E.C.
04-95-51-79-44
stephane.vachet@developpement-durable.gouv.fr
www.cerec-btp.org



Basse-Normandie

CRIC Basse-Normandie
02-31-85-44-71
criec.basse-normandie@wanadoo.fr
www.criec-bassenormandie.asso.fr



Franche-Comté

CRIC BTP
03-81-21-68-49
Regis.Desserme@developpement-durable.gouv.fr
www.cerc-actu.com - rubrique Franche-Comté



Bourgogne

ARIEC Bourgogne
-
ariec.bourgogne@gmail.com
www.cerc-actu.com - rubrique Bourgogne

Guadeloupe

Cellule Economique Régionale Guadeloupe
Une Assemblée Générale Constitutive est en phase de négociation afin de créer la CERC Guadeloupe.



Bretagne

Cellule Economique Régionale Bretagne
02-99-30-23-51
contact@cellule-eco-bretagne.asso.fr
www.cellule-eco-bretagne.asso.fr



Guyane

CE BTP Guyane
05-94-38-56-88
dbcerc.guyane@gmail.com
www.cerbtp.gf



Retrouvez les notes régionales du réseau des CERC



Languedoc-Roussillon

Cellule Economique Régionale Languedoc-Roussillon

04-67-65-08-83
cerbtplr@orange.fr
www.cerbtplr.fr



Limousin

Cellule Economique Régionale Limousin - C.E.L.

05-55-11-21-50
cellule.eco.limousin.btp@orange.fr
www.cerc-actu.com - rubrique Limousin



CERECO
Lorraine

Lorraine

CERECO Lorraine

03-87-62-81-44
cerclorraine@gmail.com
www.cerc-actu.com - rubrique Lorraine



Midi-Pyrénées

Comité Régional de Concertation du BTP et des Matériaux de Construction en Midi-Pyrénées -CRC BTP Midi-Pyrénées

09-65-31-69-75
contact@crctbp.fr
www.crcbtp.fr



Nord-Pas de Calais

Cellule Economique Régionale Nord-Pas de Calais

03-20-40-53-39
cernordpasdecalsais@i-carre.net
www.cernordpasdecalsais.fr



Nouvelle-Calédonie

CELECO BTP - Cellule Economique du BTP de Nouvelle-Calédonie

00-687-27-79-44
contact@celecobtp.nc
www.celecobtp.asso.nc



Pays de la Loire

Cellule Economique Régionale du BTP des Pays de la Loire

02-51-17-65-54
cer.pdl@wanadoo.fr
www.cerbtbp-paysdelaloire.asso.fr



Picardie

Cellule Economique Régionale Picardie

03-22-82-25-44
cer-picardie@i-carre.net
www.cerc-actu.com - rubrique Picardie



Poitou-Charentes

Cellule Economique Régionale Poitou-Charentes

05-49-41-47-37
contact@cerc-pc.fr
www.cerc-pc.fr



Provence-Alpes-Côte d'Azur

Cellule Economique Régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur

04-91-37-30-90
cerc.paca@i-carre.net
www.cerc-paca.fr



Réunion

Cellule Economique Régionale Réunion

02-62-40-28-16
cerbtp@i-carre.net
www.btp-reunion.net



Rhône-Alpes

Cellule Economique Rhône-Alpes - CERA

04-72-61-06-30
cera@cera-btp.fr
www.cellule-eco-rhone-alpes.asso.fr



